



équi

Les impacts du commerce équitable sur les communautés productrices du Sud

Ce rapport a été rendu possible grâce au financement de la Caisse d'économie solidaire

Le présent document a été préparé par Équiterre.

Rédaction et recherche documentaire : Geneviève Chatelain

Coordination et révision : Colleen Thorpe

Comité de relecture : Isabelle St-Germain, Murielle Vrins, Eric St-Pierre, Dario lezzoni

Révision linguistique et mise en page : Joëlle Latour, Julie Tremblay

Merci à tous les groupes et experts consultés dans la préparation de ce document notamment Julie Francoeur (Fairtrade International), Lisa Zentner (Fairtrade Canada), Éric St-Pierre (Association québécoise du commerce équitable), Catherine Caron (Oxfam-Québec), Jennie Coleman (Equifruit), Jeff Moore (Just Us! Coffee Roasters Co-op), Martin Van Den Borre (La Siembra), Marise May (Produits Ayurvédiques Sahana), James Solkin et Dario Lezzoni.

Équiterre, avril 2016

LEXIQUE	V
ABBREVIATIONS	VII
SOMMAIRE	VIII
1. INTRODUCTION	
1.1. CONTEXTE	1
1.2. METHODOLOGIE	2
1.3. PORTEE DU RAPPORT	3
2. PROGRESSION DU MARCHÉ DES PRODUITS ÉQUITABLES	4
3. PORTRAIT GLOBAL DES IMPACTS DU COMMERCE ÉQUITABLE	9
3.1. LES INDICATEURS	9
3.2. L'ANALYSE	12
<i>Impacts positifs généralisés</i>	13
<i>Dimension économique</i>	<i>Erreur ! Signet non défini.3</i>
<i>Dimension sociale</i>	<i>Erreur ! Signet non défini.4</i>
<i>Dimension politique</i>	165
<i>Dimension environnementale</i>	16
<i>Impacts positifs isolés</i>	18
<i>Impacts controversés</i>	21
4. EXPERIENCES QUEBÉCOISES	21
4.1. FAIRTRADE INTERNATIONAL	21
4.2. FAIRTRADE CANADA	22
4.3. ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DU COMMERCE ÉQUITABLE	23
4.4. EQUIFRUIT	25
4.5. JUST US! COFFEE ROASTERS CO-OP	26
4.6. LA SIEMBRA	27
4.7. PRODUITS AYURVEDIQUES SAHANA	29
4.8. SANTROPOL	30
5. CONCLUSION	33

BIBLIOGRAPHIE	34
TABLEAUX	37
ANNEXE 1- TABLEAUX SYNTHESSES- DIMENSION ECONOMIQUE	37
ANNEXE 2- TABLEAUX SYNTHESSES- DIMENSION POLITIQUE	38
ANNEXE 3- TABLEAUX SYNTHESSES- DIMENSION SOCIALE	39
ANNEXE 4 - TABLEAUX SYNTHESSES- DIMENSION ENVIRONNEMENTALE	40
ANNEXE 5 - LABELS	41
ANNEXE 6- TABLEAU DES PERSONNES CONSULTEES	42
ANNEXE 7 - TABLEAUX COMPARATIFS DES CERTIFICATIONS DE L'INSTITUT INTERNATIONAL DU DEVELOPPEMENT DURABLE	43
ANNEXE 8 - TABLEAUX COMPARATIFS DES CERTIFICATIONS DE L'INSTITUT INTERNATIONAL DU DEVELOPPEMENT DURABLE	44
ANNEXE 9 - TABLEAUX COMPARATIFS DES CERTIFICATIONS DE L'INSTITUT INTERNATIONAL DU DEVELOPPEMENT DURABLE	45

LEXIQUE

Le commerce équitable

Le commerce équitable est un partenariat commercial, fondé sur le dialogue, la transparence et le respect, dont l'objectif est de parvenir à une plus grande équité dans le commerce mondial. Il contribue au développement durable en offrant de meilleures conditions commerciales et en garantissant les droits des producteurs et des travailleurs marginalisés, tout particulièrement au sud de la planète. Les organisations du commerce équitable (soutenues par les consommateurs) s'engagent activement à soutenir les producteurs, à sensibiliser l'opinion et à mener campagne en faveur de changements dans les règles et pratiques du commerce international conventionnel¹.

Une certification

Une certification est une attestation de la conformité d'un produit ou d'une organisation par rapport à certaines normes, décernée par un organisme certificateur indépendant. Le label est le symbole associé au produit ou à l'organisation qui respecte ces normes.

Les labels de développement durable

Les labels de développement durable, dont ceux du commerce équitable, sont associés à un respect de normes portant sur des modalités de production et d'échanges. Ils servent à signaler, définir et garantir des produits en termes de durabilité (Durochat et al., 2015).

La certification équitable permet de s'assurer qu'un produit est fabriqué dans le respect des droits de l'homme et de l'environnement. Il existe plusieurs systèmes de certification qui ont des critères économiques, sociaux et environnementaux différents. La certification peut s'appliquer aux produits ou aux organisations.

Un impact

Un impact est un effet à long terme, qui peut être attribué à une intervention ou à un investissement, qu'il soit attendu ou non (COSA 2013).

¹ Cette définition est celle proposée par FINE, une coordination informelle des acteurs du commerce équitable réunissant les grands réseaux internationaux (FLO, WFTO, EFTA, NEWS).

Un indicateur

Un indicateur est un outil permettant de mesurer une situation dans le but de comprendre un phénomène. Les indicateurs utilisés pour mesurer les impacts du commerce équitable sont détaillés dans la section suivante.

Une chaîne de valeur

Une chaîne de valeur intègre toutes les étapes de la mise en marché d'un produit, de l'approvisionnement en matières premières jusqu'à la consommation finale. Elle vise à accroître l'avantage concurrentiel en collaborant à un projet réunissant des producteurs, des transformateurs, des spécialistes en commercialisation et des détaillants (Ministère ontarien de l'Agriculture, de l'Alimentation et des affaires rurales, 2013).

ABBREVIATIONS

AQCE	Association québécoise du commerce équitable
CFTN	Canadian Fair Trade Network
COSA	Committee On Sustainability Assessment
IISD	Institut international de développement durable
OCR	Observatoire de la consommation responsable
WFTO	World Fair Trade Organization
SSI	State of Sustainability Initiatives

SOMMAIRE

Malgré une présence accrue des produits équitables sur le marché québécois, le taux de croissance des ventes a ralenti depuis les dernières années et la multitude de labels de certification a semé la confusion chez les consommateurs. Soucieux de stimuler l'intérêt des Québécois pour ce mode de commerce, Équiterre s'est donné pour mandat de démystifier les impacts actuels du commerce équitable sur les communautés productrices du Sud afin d'éclairer les consommateurs et de rétablir la confiance envers ce marché. En comparant neuf études récentes sur le sujet et en mettant à profit plusieurs acteurs du domaine au Québec, le présent rapport s'emploie à filtrer les véritables bienfaits du commerce équitable tout comme ses limites.

La progression du marché des produits équitables

Depuis ses débuts, la diversité et les volumes de produits équitables vendus sont généralement en progression tant au niveau mondial, qu'au Canada et au Québec. Par contre, il est difficile de dresser un portrait complet de l'évolution de ce marché, faute de données portant uniquement sur les produits certifiés équitables. C'est par l'étude des différents changements qui ont traversé le mouvement, ainsi que par l'analyse des données nationales et régionales relatives aux ventes des produits portant une certification de développement durable (dont fait partie le commerce équitable) qu'il est possible de dégager les grandes tendances du marché équitable.

Le développement du commerce équitable a d'abord émergé via l'artisanat à partir de 1946. Par la suite, il s'est étendu aux produits alimentaires avec la création de sa filière certifiée dans les années 80. La certification a permis d'augmenter la visibilité et la disponibilité des produits et donc le volume des ventes, si bien que les produits certifiés (équitables et autres) représentent aujourd'hui une part importante de certains marchés. Dans le marché du café, par exemple, 40% de la production mondiale porte une certification de développement durable. En Suisse, les bananes équitables représentent aujourd'hui 53% du marché (Max Havelaar). Finalement, l'offre mondiale de produits issus du commerce équitable s'est aussi diversifiée et comprend une soixantaine de produits.

Au Canada il faudra attendre jusqu'à la fin des années 90 pour que le café équitable soit introduit sur le marché. La publication, en 1997, d'*Une cause café* de Laure Waridel, a permis de propulser à l'avant-scène le café équitable au Québec, traçant la voie aux autres produits. Depuis ce temps, le nombre de détaillants de la province offrant des produits équitables a considérablement augmenté : en un peu plus de 15 ans, le répertoire *Où trouver équitable* d'Équiterre est passé d'un petit nombre de commerçants à près de 600 détaillants, sans compter les grandes chaînes de distribution (supermarchés, chaînes de cafés-bistro, etc.). Bien qu'on recense une augmentation continue des ventes de produits certifiés équitables au pays, on assiste dans les dernières années à un ralentissement du rythme de croissance de ces ventes. Outre les détaillants et chaînes offrant des produits équitables, l'Association québécoise du commerce équitable (AQCE) compte une trentaine de membres qui veillent à la promotion du mouvement.

Portrait global des impacts

Une analyse de neuf études sur les impacts du commerce équitable nous a permis de dégager les impacts positifs les plus consensuels (appelés ici « généralisés »), les impacts positifs isolés et les limites du commerce équitable. Les études ont été sélectionnées selon leur date de publication, la diversité de leurs références, l'étendue géographique qu'elles couvrent, et la variété des produits qu'elles présentent. Les résultats de ces études ont été compilés dans des tableaux comparatifs en fonction d'indicateurs. Le choix des indicateurs est grandement inspiré de ceux développés par le *Committee on Sustainability Assessment* (COSA) et ont déjà fait leurs preuves dans d'autres études du domaine. Les indicateurs sont séparés en quatre catégories d'impacts : économiques, sociaux, politiques et environnementaux. Cela étant dit, certains indicateurs demeurent spécifiques et permettent de mesurer les impacts de manière relativement simple, alors que d'autres cherchent à mesurer des phénomènes complexes qui dépendent de facteurs divers.

Les impacts positifs généralisés

L'analyse des études sélectionnées a permis de relever des impacts positifs généralisés, c'est-à-dire ceux considérés par la majorité des études comme étant positifs. Les impacts économiques bénéfiques du commerce équitable sont les plus nombreux. D'abord, les producteurs du mouvement équitable ont des revenus supérieurs et beaucoup plus stables que les producteurs conventionnels. Il en va de même pour les travailleurs des plantations certifiées qui ont de meilleurs salaires et bénéficient d'avantages sociaux. Les producteurs et les travailleurs de la filière équitable ont également un meilleur accès au crédit, puisque les fonds du système de prêts proviennent de la prime équitable. Les standards élevés du commerce équitable, de même que l'installation de nouvelles infrastructures, qui sont parfois nécessaires pour obtenir la certification, assurent la qualité des produits. Enfin, le commerce équitable permet d'améliorer l'efficacité technique des exploitations agricoles grâce à des facteurs humains, à l'implantation de nouveaux procédés et à l'acquisition de nouveaux équipements.

Au niveau social, l'investissement de la prime équitable dans des secteurs clés, tels que l'éducation, la santé et les infrastructures, favorise le développement des communautés. Les producteurs certifiés ont accès à plus de formation que les producteurs des fermes conventionnelles. La participation au mouvement équitable permet également le développement social des producteurs et des travailleurs. Ils ont ainsi une meilleure perception de leur situation, sont plus optimistes quant à leur avenir et ont généralement une meilleure estime d'eux-mêmes.

Les impacts politiques concernent les organisations de producteurs et de travailleurs. La formation de ces groupes est un critère préalable à la certification. Le commerce équitable favorise l'autonomisation des organisations en développant leurs habiletés en matière de gestion et d'administration. Il contribue au renforcement des organisations en augmentant le niveau de confiance que les membres leur accordent. Les organisations de producteurs certifiés sont généralement plus structurées et offrent plus de services à leurs membres que les autres coopératives. L'adhésion au commerce équitable leur permet d'avoir un meilleur accès aux marchés internationaux en les connectant à un réseau d'acheteurs précis, offrant une stabilité financière et des prix concurrentiels.

Le commerce équitable génère également des impacts environnementaux positifs, bien que moins documentés. Une réglementation rigoureuse sur l'utilisation des engrais chimiques contribue à préserver la biodiversité. Ces règles réduisent aussi les risques de contamination de la nappe phréatique. Associés à l'adoption d'un programme de protection des sols, les producteurs du mouvement équitable assurent aussi la protection des sols et de l'eau.

Les impacts positifs isolés

Les études relèvent également des impacts positifs isolés, c'est-à-dire ceux qui dépendent largement des circonstances. Du point de vue économique, les études consultées arrivent à des résultats disparates quant à l'augmentation des prix. Ainsi, même si le prix minimum assure une stabilité financière aux producteurs et que le marché équitable offre parfois de meilleurs prix que le marché conventionnel, les prix peuvent tout de même demeurer inférieurs au prix minimum fixé par les gouvernements, ou insuffisants pour compenser l'effet de l'inflation sur les coûts de production. Enfin, si la demande pour les produits équitables est trop faible, leur vente se fera sur le marché conventionnel où le prix minimum ne s'applique pas.

On observe aussi une augmentation de la productivité du secteur du commerce équitable, mais de façon variable. D'autre part, certaines études démontrent que le commerce équitable permet d'améliorer les conditions de travail des producteurs et des travailleurs en apportant des changements au niveau des conditions matérielles et en réduisant les risques sur la santé et la sécurité. En ce qui concerne la stabilité de l'emploi, le commerce équitable peut amener une nette amélioration puisqu'il exige la signature d'un contrat entre les acheteurs et les producteurs.

Sur le plan social, bien qu'il y ait une corrélation positive entre le revenu et la sécurité alimentaire, de nombreuses études démontrent que l'augmentation du revenu ne réduit pas nécessairement la malnutrition. La sécurité alimentaire dépend d'une foule d'autres facteurs. La malnutrition continue d'être un problème majeur dans les exploitations de cacao et de café.

Les fermes certifiées sont plus actives pour tenter d'éradiquer le travail des enfants. Les audits permettent de le repérer et mettre en place des mesures préventives (formation, groupes de surveillances).

Dans la dimension environnementale, différents aspects du commerce équitable permettent de protéger les forêts et encouragent la reforestation. Le processus de certification équitable nécessite de désigner une personne responsable de s'assurer que les coopératives respectent les normes sanitaires et environnementales.

Les limites du commerce équitable

Les deux limites identifiées par les études consultées font partie de la dimension sociale. La première limite a trait à la réduction de la pauvreté. Dans plusieurs cas, le commerce équitable est incapable de rejoindre les producteurs les plus marginalisés.

La seconde limite concerne, quant à elle, l'égalité des sexes. Les politiques mises de l'avant par le commerce équitable à cet effet sont nettement insuffisantes. Effectivement, pour parler d'égalité des sexes, un profond changement dans les normes culturelles et les structures sociales en places (accès aux terres, accès à l'éducation, répartition des tâches à l'échelle de la famille et des communautés) serait nécessaire. Sans ces changements, le commerce équitable ne pourra avoir qu'un impact réduit. Pour l'instant, l'apport de la certification équitable dans les plantations réduit l'écart des salaires entre les hommes et les femmes. Par contre, les femmes qui forment la majorité de la force de travail restent encore incapables d'accéder à des postes de niveau supérieur.

Les impacts positifs généralisés, positifs isolés et controversés

Indicateurs	Les impacts positifs généralisés	Les impacts positifs isolés	Les impacts controversés
Économique	<ul style="list-style-type: none"> • Hausse du revenu • Augmentation de la qualité du produit • Accès au crédit • Efficacité technique 	<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation des prix • Augmentation de la productivité 	
Social	<ul style="list-style-type: none"> • Développement des communautés • Augmentation de la formation • Développement social des producteurs et des travailleurs 	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration des conditions de travail • Interdiction du travail des enfants • Sécurité alimentaire 	<ul style="list-style-type: none"> • Réduction de la pauvreté • Réduction de l'inégalité des sexes
Politique	<ul style="list-style-type: none"> • Autonomisation des organisations de producteurs • Augmentation des services que les organisations de producteurs offrent à leurs membres • Accès des producteurs aux marchés internationaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Participation active dans le processus décisionnel • Pouvoir de négociation accru 	
Environnemental	<ul style="list-style-type: none"> • Biodiversité • Protection des sols et de l'eau 	<ul style="list-style-type: none"> • Protection des forêts et reforestation • Respect des normes sanitaires et environnementales 	

Expériences québécoises

Les impacts positifs cernés par la littérature ont été appuyés par le témoignage de personnes œuvrant au sein d'organisations du commerce équitable telles que : *Fairtrade International*, *Fairtrade Canada*, l'Association québécoise du commerce équitable (AQCE), Oxfam Québec, Equifruit, *Just Us! Coffee Roasters Coop*, La Siembra, Produits Ayurvédiques Sahana et Santropol. Ces organisations présentent des structures organisationnelles diverses; certaines sont des OBNL, d'autres des coopératives et d'autres, des entreprises. Les intervenants ont, quant à eux, été sélectionnés sur la base de leur influence dans le domaine du commerce équitable au Québec, de leur expérience et de leur proximité avec les communautés productrices.

Ces acteurs ont tous souligné l'importance de la prime équitable pour le développement des communautés. Ils ont d'ailleurs partagé de nombreux exemples à travers lesquels ils ont pu constater les impacts concrets de l'investissement de la prime équitable, que ce soit par l'établissement de programmes sociaux, de construction d'écoles ou de cliniques médicales, ou encore, par la mise en place d'infrastructures de distribution d'eau potable.

L'autonomisation des organisations de producteurs a aussi largement été mentionnée lors des entrevues. Jeff Moore, cofondateur de la coopérative *Just Us!*, considère même que c'est le plus grand impact du commerce équitable. James Solkin, directeur du développement des affaires chez Santropol, renchérit en ajoutant que c'est le plus durable des impacts, puisqu'il permet aux coopératives d'acquérir les compétences et la discipline nécessaires pour agir de façon plus efficace dans l'économie globale. Selon Julie Francoeur de *Fairtrade International*, l'autonomisation des coopératives est le résultat direct de l'application des standards du commerce équitable qui exige que les coopératives soient démocratiques et transparentes.

Les acteurs québécois ont aussi décrit comment le commerce équitable contribue au développement social des producteurs. Pour la présidente d'Equifruit, Jennie Coleman, le commerce équitable aide à démarginaliser les petits producteurs. Ils retrouvent la fierté d'être « maîtres chez eux ». Jeff Moore la rejoint sur ce point, en constatant que le commerce équitable permet aux producteurs d'avoir le contrôle de leur vie, ce qui a aussi comme effet positif d'améliorer leur estime de soi. Pour James Solkin, le mouvement est un moteur d'autodétermination des communautés productrices. Certains acteurs ont même constaté les bienfaits du commerce équitable au niveau de l'égalité des sexes, malgré les critiques sur ce sujet dans la littérature. Enfin, le photjournaliste et coprésident de l'AQCE, Éric St-Pierre, rappelle l'importance du sentiment d'appartenance qui se développe chez les producteurs grâce au commerce équitable.

En résumé, les acteurs du commerce équitable considèrent que les impacts les plus importants de cette sphère d'activité sont le développement des communautés, l'autonomisation des organisations de producteurs ainsi que les bienfaits pour l'environnement. Dans une moindre mesure, le commerce équitable assurerait la hausse du revenu des producteurs, contribuerait à éliminer le travail des enfants et réduirait les inégalités entre les sexes.

Conclusion

Le recensement de la littérature sur le commerce équitable a permis de cerner une douzaine d'impacts positifs généralisés. Les acteurs de terrain ont témoigné de bienfaits semblables et ont illustré leur propos avec des exemples inspirants. Les impacts positifs isolés ou controversés mettent quant à eux en lumière les limites du commerce équitable. Il devient alors important de gérer les attentes, comme l'a si bien exprimé la COSA : « Il n'est pas raisonnable de s'attendre à ce que ces initiatives – généralement gérées par des ONG financées modestement – réussissent, en quelques années, à créer seules des moyens de subsistance, un environnement et des sociétés durables que des milliards de dollars d'aide ciblée des gouvernements et des agences de développement ont échoué à réaliser au cours des cinq dernières décennies ».

Les impacts positifs et actuels du commerce équitable sur les communautés productrices du Sud mis en lumière dans ce rapport fournissent également matière à créer des messages autour de ces acquis, afin de poursuivre et dynamiser le développement du commerce équitable au Québec. Ces outils permettront à Équiterre et ses partenaires d'envoyer un message fort sur la pertinence du commerce équitable comme outil de changement social, économique, politique et environnemental, afin d'éclairer les consommateurs québécois et de rétablir la confiance envers ce marché.

1. INTRODUCTION

1.1. Contexte

Le commerce équitable est né de la volonté des acteurs sociaux de proposer une alternative au modèle économique dominant. Son objectif est de bâtir un commerce international équilibré où les producteurs du Sud obtiennent un prix plus juste pour leurs produits, ce qui permet de contribuer au développement durable des communautés. Au Québec, le commerce équitable a pris de l'ampleur après la publication de l'ouvrage « Une cause café » de Laure Waridel, cofondatrice d'Équiterre, en 1997. L'ouvrage a provoqué un véritable engouement pour le commerce équitable.

Depuis quelques années, force est de constater qu'il y a une certaine baisse d'intérêt des consommateurs envers le commerce équitable. Elle se reflète notamment dans le ralentissement du taux de croissance des achats de produits équitables (OCR 2014). Paradoxalement, malgré une présence accrue des produits équitables sur le marché québécois, un certain scepticisme demeure quant à ses bienfaits. Selon l'Observatoire de la consommation responsable (OCR), entre 2010 et 2015, la confiance des Québécois s'est fragilisée. Effectivement, une méfiance envers la fiabilité de l'information véhiculée sur ce marché s'est installée. Il faut dire que la multiplication des labels certifications et, par le fait même, de la segmentation des objectifs visés par ces derniers ont entraîné une certaine confusion chez les consommateurs. Il devient difficile pour les consommateurs de distinguer les labels de développement durable de ceux de commerce équitable (Durochat *et al.*, 2015). Les alliances entre certains labels et acteurs du marché conventionnel ajoutent à la complexité de la situation et surtout, sèment un doute quant à l'authenticité des labels dits « équitables ». De plus, pour certains consommateurs avertis, le commerce équitable ne semble plus une priorité et se retrouve surpassé par d'autres enjeux tels que la consommation locale (OCR, 2014).

Afin de stimuler l'intérêt des Québécois pour le commerce équitable, Équiterre s'est donné pour mandat de redéfinir clairement les messages véhiculés quant aux impacts du commerce équitable sur les communautés productrices du Sud dans un contexte actuel, afin d'éclairer les consommateurs et de rétablir la confiance envers ce marché. Pour mener à bien ce mandat, l'organisme a d'abord tracé la progression du marché des produits équitables au niveau mondial, au Canada et au Québec. Ensuite, il a réalisé une revue de la littérature récente sur l'état des lieux du commerce équitable et de ses impacts, ainsi qu'une série d'entrevues avec des acteurs qui développent et font la promotion du commerce équitable, principalement sur la scène québécoise. Ce rapport présente l'analyse de cette revue et de ces entrevues permettant de dégager les principaux impacts positifs sur les communautés productrices du Sud.

1.2. Méthodologie

Pour la réalisation de ce rapport, Équiterre a entrepris les étapes suivantes :

- Un recensement des données de vente des produits équitables à l'échelle internationale, canadienne et québécoise;
- Un recensement des études d'impacts du commerce équitable;
- Une analyse de neuf études d'impacts du commerce équitable;
- L'élaboration d'un tableau synthèse pour présenter ces impacts;
- Une série d'entrevues avec neuf acteurs du commerce équitable au Québec.

La première étape a consisté à faire un recensement de la littérature disponible et relative au sujet. Neuf études ont été retenues en se fondant sur les critères de sélection suivants :

- La date de publication : Les études publiées avant 2012 ont été écartées, afin de s'assurer que le rapport corresponde le plus possible à l'état actuel des lieux.
- L'étendue géographique : Les études portent sur des initiatives de commerce équitable sur les continents américain, africain, asiatique et océanien.
- La diversité des produits : Les études s'intéressent à des produits variés comme les produits alimentaires, les fleurs, l'artisanat et les vêtements.
- La diversité des sources : Les études proviennent de sources variées (universitaires, gouvernementales, organismes à but non lucratif et un consortium).

Par la suite, les résultats des études ont été compilés dans des tableaux comparatifs, en fonction d'indicateurs qui permettent d'évaluer les impacts du commerce équitable. Le choix des indicateurs est grandement inspiré par les indicateurs développés par le *Committee On Sustainability Assessment (COSA)* et est corroboré par l'utilisation de ceux-ci dans plusieurs autres études d'impacts du commerce équitable².

La seconde partie du rapport présente les impacts positifs du commerce équitable du point de vue des acteurs québécois. L'objectif est de vérifier si les témoignages d'intervenants qui travaillent sur le terrain soutiennent les conclusions de la première partie du rapport. Les

² Par exemple, le rapport annuel du *State of Sustainability Initiatives (SSI) project*, qui se penche sur 16 certifications de développement durable, utilise des indicateurs semblables à ceux utilisés par COSA et repris dans notre rapport.

personnes interviewées représentent des organisations et des entreprises qui ont de l'influence dans le domaine du commerce équitable au Québec. Elles ont été sélectionnées sur la base de leur expérience et de leur proximité avec les communautés productrices.

Les entretiens ont porté sur les aspects suivants :

- Les caractéristiques de l'organisme ou de l'entreprise dont l'intervenant fait partie : Son histoire, son fonctionnement et ses activités.
- Les impacts du commerce équitable pour les communautés productrices : Les impacts les plus importants du commerce équitable et leur durabilité.
- Les relations avec les partenaires du Sud : La nature des liens et la durée des partenariats.

1.3. Portée du rapport

En raison des objectifs du rapport, nous avons décidé de faire abstraction des différentes certifications du commerce équitable afin de nous intéresser à ce qui rassemble toutes les initiatives. Nous avons donc abordé le commerce équitable en tant que mouvement social. Ainsi, les études sur lesquelles s'appuie le portrait global concernent des coopératives qui adhèrent aux principes du commerce équitable sans égard à aucun label. Il est à noter que certaines (ou plusieurs) coopératives qui ne sont pas officiellement certifiées, mais qui suivent tout de même les principes du commerce équitable arrivent à des résultats tout aussi intéressants.

Nous sommes, néanmoins, bien conscients qu'il existe d'importantes distinctions entre les certifications. Les tableaux en annexes 6, 7 et 8 présentent l'évaluation de l'*International Institute for Sustainable Development* (IISD) de certains labels sur les plans économique, social et environnemental. Le guide international des labels de commerce équitable explique les différences entre les systèmes de garanties. Il expose également les différences entre les labels de développement durable et ceux de commerce équitable³.

³ Le guide international des labels de commerce équitable est disponible sur le site internet de la plate-forme pour le commerce équitable au <http://www.commerceequitable.org/labels-commerce-equitable-comparer-comprendre.html>

2. PROGRESSION DU MARCHÉ DES PRODUITS ÉQUITABLES

Cette section vise à tracer la progression du marché des produits du commerce équitable. Par contre, il est difficile de dresser un portrait complet de la situation, en l'absence d'un organisme mondial qui recueille des données exclusivement sur le commerce équitable et qui regroupe l'ensemble des certifications qui s'y rapportent. C'est grâce à l'étude des différents changements qui ont traversé le mouvement, ainsi qu'à l'analyse des données nationales et régionales et de celles des produits qui portent un label de développement durable (dont fait partie le commerce équitable), qu'il est possible de dégager les grandes tendances du marché équitable.

La naissance du commerce équitable remonte à 1946. Il se développe d'abord, à cette époque, par les métiers d'art pour ensuite se tourner vers les produits alimentaires, dans les années 80. La création de la filière labellisé du commerce équitable mène à un accroissement rapide des ventes. Parallèlement, une foule d'autres certifications de développement durable ont aussi vu le jour, tels que Rainforest Alliance, UTZ Certified ou encore 4C Association. Dans certains marchés, ces labels ont aujourd'hui une grande importance.

Au niveau mondial

L'histoire du commerce équitable débute avec l'artisanat. En 1946, Edna Ruth Byler, une bénévole du *Mennonite Central Committee* rapporte de Porto Rico le travail des artisanes afin de le vendre directement aux femmes de sa communauté en Pennsylvanie. Vingt ans plus tard, cette initiative débouchera sur la naissance de l'ancêtre des magasins Dix Mille Villages. Aujourd'hui, ces magasins distribuent le travail de 60 000 artisans à travers leur vaste réseau, dont 35 magasins au Canada (*Ten Thousand Villages*). Parallèlement, les Magasins du monde-Oxfam ont vu le jour en Europe. Plus tard, ces organisations se sont regroupées pour former la *World Fair Trade Organization* (WFTO).

Dans les années 80, le commerce équitable connaît une forte croissance avec la création de la certification des denrées alimentaires. La certification permet d'introduire les produits équitables dans les grandes chaînes de magasins, puisqu'elle porte sur les produits et non sur les organisations. Elle permet de : « décloisonner le commerce équitable des réseaux alternatifs, pour mieux l'offrir à un plus vaste bassin de consommateurs » (St-Pierre, 2010).

Le tournant du siècle est caractérisé par l'apparition de plusieurs autres labels de développement durable et d'une segmentation des objectifs visés par ces derniers. Par exemple, ces nouveaux labels s'adressent tantôt au consommateur qui désire protéger les forêts, tantôt à celui qui vise le développement des communautés de producteurs ou encore à celui qui veut contribuer aux pratiques durables de certaines productions (Lemay, 2013). En 2015, l'*Ecolabel Index* a répertorié plus de 450 labels de développement durable qui englobent des labels de commerce équitable.

Depuis 2009, le *State of Sustainability Initiatives (SSI) project* produit un rapport annuel concernant les initiatives de certifications volontaires de développement durable. Les chercheurs y déterminent les parts de marché de des différents marchés de produits certifiés.

Les données portent sur 16 organismes de certification internationaux : IFOAM, RA/SAN, FSC, ETP, Fairtrade, GlobalGAP, PEFC, UTZ Certified, RSPO, BCI, CmiA, 4C Association, RTRS, RSB, Bonsucro et Pro Terra (Potts et al. 2014).

Part certifiée* des différents marchés

Marché des produits certifiés	Production mondiale (en millions)	Part de la production certifiée (%)	Part de la production mondiale vendue comme certifiée (%)
Café (2012)	8,2 MT	40%	12%
Cacao (2011-2012)	4,1 MT	22%	7%
Thé (2011)	4,7 MT	12%	4%
Banane (2011-2012)	107,1 MT	3%	2,5%
Coton (2012)	27,2 MT	3,4%	1,6%
Sucre de canne (2011-2012)	142,6 MT	2,7%	0,3%

* Arborant une certification de développement durable

source : State of Sustainability Initiatives Review, 2014

Ces informations mènent à deux constats. D'une part, il faut noter la grande influence des labels de développement durable dans certains marchés. Ainsi, dans le cas du café, la proportion de café certifié est passée de 15 % à 40 % de la production globale entre 2008 et 2012, ce qui représente un taux de croissance annuelle plus rapide que celui du café conventionnel (Potts *et al.*, 2014). Le marché néerlandais du café illustre bien cette croissance fulgurante. En 2012, près de la moitié du café vendu aux Pays-Bas était certifiée. Deux chercheurs de l'Université de Wageningen concluaient d'ailleurs que l'adoption d'un label de développement durable était devenue une stratégie efficace pour les entreprises en vue de renforcer leur position sur le marché (Ingenbleek et Reinders, 2012). La banane est aussi un bon exemple de l'infiltration de la certification équitable sur le marché. En Suisse, les bananes équitables représentent 53% du marché (Max Havelaar). Ce résultat a été obtenu grâce à la décision de trois grandes chaînes alimentaires, encouragées par les consommateurs, d'offrir uniquement des bananes équitables.

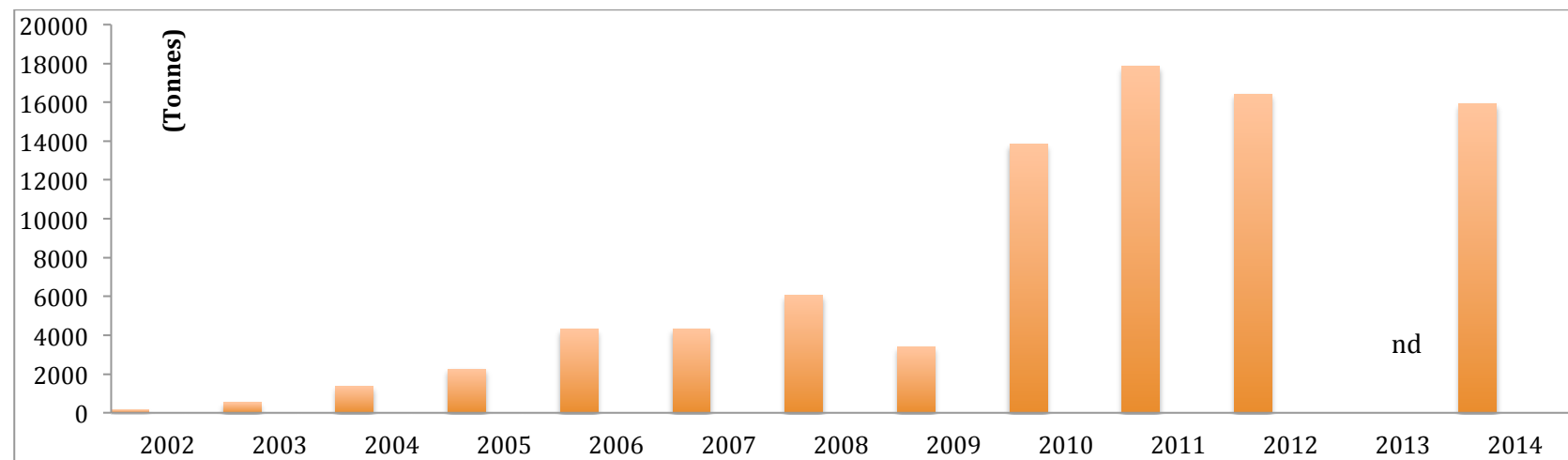
Le second constat concerne l'écart entre la production qui est certifiée et la proportion de cette production qui est vendue sous les termes des labels de développement durable. Il s'explique par la faible demande de produits certifiés. Il est en effet fréquent que les producteurs n'arrivent pas à trouver d'acheteurs pour leurs récoltes et doivent en écouler une partie sur le marché conventionnel (Vandorpe, 2014).

Au Canada

Le commerce équitable a fait son entrée au Canada dans les années soixante par le biais de la vente d'artisanat du Mennonite Central Committee. L'intégration de produits alimentaires certifiés équitable sur le marché canadien ne se fera qu'en 1998 avec comme seul produit le café. D'autres produits se sont ajoutés. *Fairtrade Canada* compile les données des ventes de produits équitables certifiés *Fairtrade* depuis 1998.

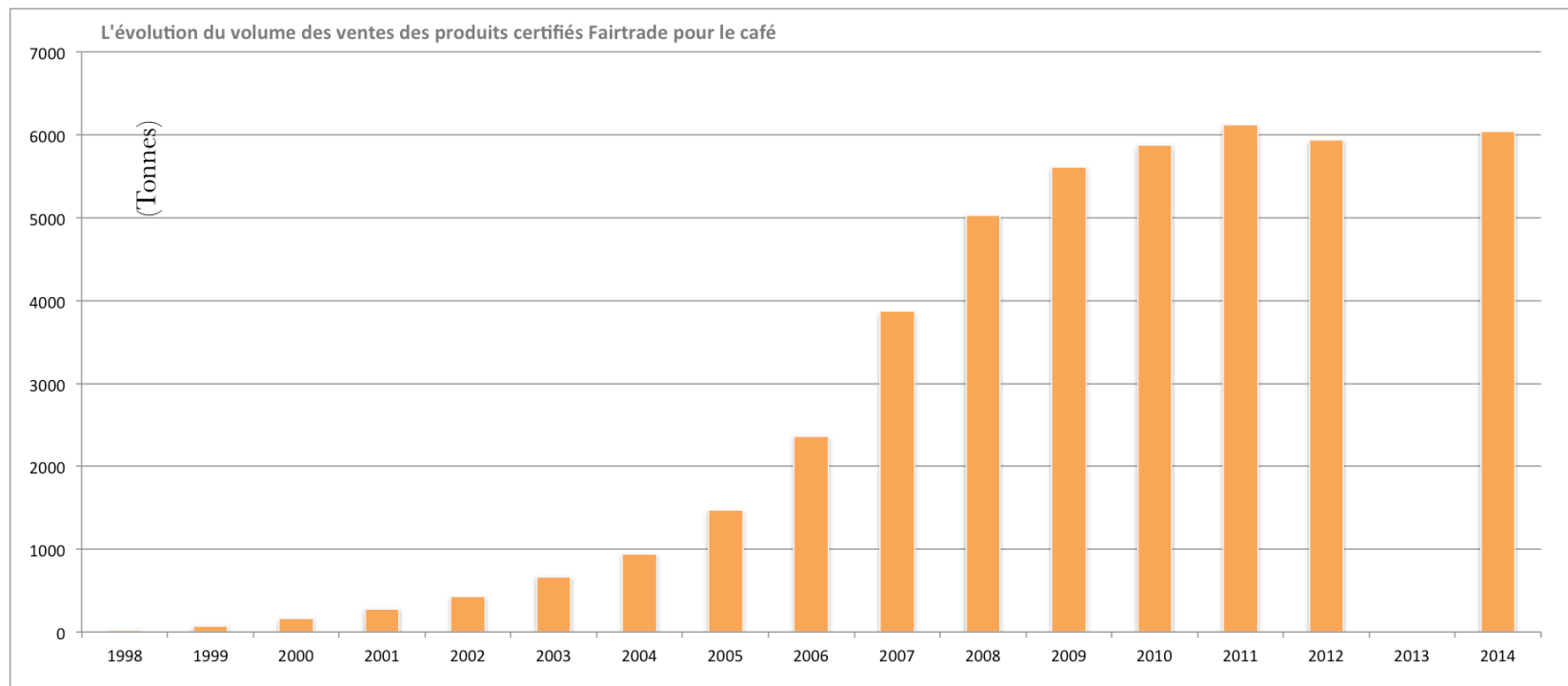
La disponibilité des produits certifiés *Fairtrade* a constamment évolué, passant des boutiques spécialisées aux grandes chaînes de magasins, entraînant ainsi une augmentation du volume des ventes (Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire Canada, 2012). L'évolution du volume des ventes pour le café et le chocolat traduit bien cette tendance.

L'évolution du volume des ventes des produits certifiés *Fairtrade* pour le cacao



Source: Fairtrade Canada

L'évolution du volume des ventes des produits certifiés Fairtrade pour le café



Source : Fairtrade Canada

Aujourd'hui, il est possible de se procurer une multitude de produits équitables tels que : divers breuvages et épices, du quinoa, du riz, du miel, de l'huile d'olive, du lait de coco, des produits cosmétiques, de l'or et des ballons de sports. Plusieurs fruits et légumes équitables sont également disponibles, la banane étant particulièrement populaire. Son arrivée sur le marché canadien, en 2008, a fait bondir les ventes de fruits frais!

Au Québec

La population québécoise a connu le commerce équitable grâce à la campagne d'Équiterre *Un juste café*. À cette époque, le nombre de détaillants offrant des produits équitables était très limité. Aujourd'hui, le répertoire de points de vente « Où trouver équitable » d'Équiterre dénombre près de 600 adresses, sans compter les grandes chaînes de distribution (supermarchés, chaînes de café bistro, etc.), ce qui témoigne d'une nette augmentation de la disponibilité des produits. La présence de l'AQCE, qui regroupe une trentaine

d'organisations veillant au rayonnement du commerce équitable dans la province, témoigne aussi de la vivacité du mouvement. Les données fournies par *Fairtrade Canada* permettent d'avoir une idée du volume des ventes au Québec.

Vente des produits certifiés *Fairtrade* au Québec en 2014

Café torréfié	2 960 532 kg
Barre de chocolat au lait	49 703 kg
Thé	28 049 kg
Fruits *98,7% des bananes	1 283 824 kg
Sucre	2188
Chandails de coton	196 200 unités

3. PORTRAIT GLOBAL DES IMPACTS DU COMMERCE ÉQUITABLE

L'étude *COSA Measuring Sustainability Report* occupe une place prépondérante dans ce rapport en raison de la crédibilité de ses auteurs et aussi de la profondeur de l'analyse. Le consortium COSA regroupe des scientifiques, des groupes de producteurs, des firmes privées, des organisations non gouvernementales et des agences de développement de divers pays. Il établit également des relations avec des partenaires locaux, principalement des instituts de recherche dans les pays où il travaille. Il couvre une vaste étendue géographique et est le résultat d'une collecte de données, entreprise entre 2009 et 2013, dans douze pays. En tout, plus de 18 000 fermes et villages ont été interrogés. Il porte sur le café et le cacao, deux produits pour lesquels les certifications volontaires existent depuis de nombreuses années et mesure une grande quantité de paramètres économiques, sociaux et environnementaux à l'aide d'indicateurs clés (COSA, 2013).

Le rapport du COSA porte sur sept certifications différentes, soit la certification biologique de l'IFOAM, Rainforest Alliance, Fairtrade, UTZ Certified, 4C, Nespresso AAA et Starbucks C.A.F.E. Practices. Ces certifications sont présentées à l'annexe 5.

3.1. LES INDICATEURS

La présente revue de littérature fait l'analyse des impacts du commerce équitable selon des indicateurs semblables aux indicateurs de l'étude COSA. La définition de chaque indicateur du tableau comparatif est présentée dans la section suivante. Les indicateurs sont répartis selon quatre dimensions : économique, sociale, politique et environnementale⁴.

Dimension économique

La dimension économique est l'aspect du commerce équitable qui est le plus documenté. Six indicateurs se retrouvent dans cette dimension.

- Hausse du revenu : hausse du revenu des producteurs et des travailleurs. Elle peut se traduire par une amélioration des conditions de vie.
- Augmentation du prix : augmentation du prix des produits vendus.

⁴ Sauf indication contraire, la description des indicateurs s'inspire du rapport du COSA.

- Augmentation de la productivité : rapport entre la production totale et les facteurs de production mobilisés. En agriculture, les facteurs de production comprennent la terre, le travail, le capital physique, les intrants (eau, semences, engrais, produits phytosanitaires) et le capital « humain » (éducation, santé) (Douillet et Girard, 2013).
- Amélioration de la qualité du produit : permet aux producteurs d'accéder à d'autres marchés ou d'obtenir un prix plus élevé pour leurs produits.
- Accès au crédit : possibilité des producteurs et des travailleurs d'emprunter de l'argent. L'accès au crédit permet de réduire la vulnérabilité des producteurs et des travailleurs et de leurs familles par rapport aux imprévus. Il peut servir autant à des projets permettant d'accroître la productivité de la ferme qu'à des projets personnels.
- Efficacité technique : rapport entre la production obtenue et la quantité maximale qui pourrait être obtenue si les intrants sont rentabilisés (Lambert, 2014). L'efficacité technique influence la compétitivité des fermes. Elle permet également d'éviter le gaspillage des ressources, dans un contexte où celles-ci sont souvent limitées, que ce soit au niveau des ressources financières ou des contraintes naturelles telles que l'accès à la terre et à l'eau.

Dimension sociale

Huit indicateurs ont été retenus pour mesurer les impacts sur le plan social :

- Développement des communautés : amélioration des réseaux d'éducation et de santé, ou encore des infrastructures.
- Augmentation de la formation : augmentation de la formation accessible aux producteurs et aux travailleurs. La formation permet de conscientiser les producteurs et travailleurs sur différents enjeux environnementaux et sociaux. Augmenter la formation peut avoir des effets sur les pratiques agricoles et accroître la productivité.
- Développement social : fait référence à l'estime de soi, la reconnaissance sociale ou encore l'identification au groupe que les producteurs et les travailleurs peuvent retirer du commerce équitable.
- Amélioration des conditions de travail : conditions matérielles des travailleurs, comme l'accès à l'eau potable et l'accès à des toilettes sur le lieu de travail. Il inclut également l'utilisation d'équipement de protection adéquat. La stabilité d'emploi permet aux travailleurs et aux producteurs de planifier leur futur. Elle se présente surtout sous forme de contrats liant les employeurs aux employés salariés. Pour les producteurs, il s'agit de contrats entre les acheteurs et les producteurs.
- Interdiction du travail des enfants : respect des normes internationales du travail fixées par l'Organisation Internationale du Travail (OIT) qui interdit formellement le travail des enfants de moins de 15 ans. Il faut départager l'enseignement du métier de fermier aux enfants par leur famille du travail où leurs droits à la sécurité et à l'éducation sont niés et qui s'apparente à de la servitude.
- Diminution de la pauvreté : l'absence des capacités humaines de base : analphabétisme, malnutrition, longévité réduite, mauvaise santé maternelle, maladie pouvant être évitée (PNUD, 2000). La pauvreté est un phénomène multidimensionnel qui va bien au-delà d'un manque de revenus.

- Sécurité alimentaire : « La sécurité alimentaire est assurée quand toutes les personnes, en tout temps, ont économiquement, socialement et physiquement accès à une alimentation suffisante, sûre et nutritive, qui satisfait leurs besoins nutritionnels et leurs préférences alimentaires pour leur permettre de mener une vie active et saine (PNUD, 2000)». Elle doit aussi répondre aux exigences culturelles. L'augmentation des revenus et la diversification des cultures peuvent y contribuer.
- Réduction de l'inégalité des sexes : accès aux ressources (éducation, accès à la terre, etc.) sans aucune discrimination basée sur le sexe. Il est souvent mesuré par l'accès des femmes aux postes de supervision et d'administration ou à la participation des femmes dans les processus décisionnels.

Organisation politique

Les organisations de producteurs constituent souvent la structure institutionnelle la plus importante dans les communautés rurales. C'est particulièrement vrai dans les régions éloignées où les services publics sont limités ou inexistantes. La compréhension de la gouvernance des organisations de producteurs est donc essentielle pour comprendre le cheminement des communautés vers un développement durable.

La formation d'un groupe de producteurs ou d'un comité de travailleurs est une étape obligatoire pour obtenir la certification équitable. Les organisations de producteurs doivent être des instances démocratiques. Cinq indicateurs sont retenus pour mesurer l'organisation politique.

- Participation active dans le processus décisionnel : possibilité des producteurs et des travailleurs de participer à la prise de décision, notamment par le vote lors des assemblées. Il est un bon indicateur de la gouvernance transparente nécessaire à la stabilité et la durabilité des organisations.
- Autonomisation des organisations (*empowerment* en anglais) : processus qui permet aux organisations d'acquérir les moyens nécessaires afin de se développer elles-mêmes.
- Augmentation des services offerts aux membres : l'accès au crédit, le marketing, le soutien technique, l'accès au système de distribution d'eau, la formation, de meilleurs prix et les échanges de travailleurs.
- Accès aux marchés internationaux : capacité des organisations de producteurs de vendre leurs produits directement sur les marchés internationaux.
- Pouvoir de négociation accru : capacité des organisations de producteurs à influencer les prix. Des facteurs tels que le volume de production et la connaissance que les organisations ont du marché peuvent permettre de l'influencer positivement.

Dimension environnementale

L'aspect environnemental du commerce équitable est moins documenté que les autres aspects. Très peu de recherches établissent des corrélations directes entre les changements mis en place grâce à la certification et les répercussions environnementales (NRI, 2013).

Souvent, la certification équitable s'accompagne d'une certification biologique. Il est donc difficile de déterminer les effets uniquement attribuables au commerce équitable.

De plus, les effets des impacts environnementaux prennent parfois plus de temps à se manifester concrètement. Par exemple, les mesures de conservation n'ont pas des impacts immédiats. Elles contribuent néanmoins à un écosystème sain, un élément essentiel pour assurer la durabilité des impacts (NRI, 2013). Seulement quatre indicateurs se retrouvent dans cette dimension :

- Biodiversité : diversité des habitats et des espèces. Il s'agit d'un élément primordial pour assurer le développement durable des communautés. C'est un facteur d'autant plus important considérant que les ressources naturelles représentent 21 à 35 % du total des richesses dans les pays en développement (Banque mondiale, 2013).
- Protection des sols et de l'eau : application de mesures, telles que l'épandage de paillis, la plantation de végétaux, la vérification du système d'irrigation afin de préserver la qualité des sols et de l'eau.
- Protection des forêts et reforestation : application de mesures afin de préserver les forêts et de repeupler les surfaces boisées.
- Respect des normes sanitaires et environnementales : conformité aux règles fixées sur les plans national et international et celles fixées par les organismes certificateurs de commerce équitable.

3.2. L'ANALYSE

Afin d'évaluer les impacts du commerce équitable, nous avons analysé chacune des études en fonction des indicateurs. Les résultats sont présentés sous forme tableaux ci-dessous. Nous avons fait une évaluation subjective des impacts rapportés dans les études (voir annexes 1 à 4). Pour chaque indicateur, nous avons déterminé l'ampleur de l'impact selon la gradation suivante :

* Impact faible à nul

** Impact limité

*** Impact généralisé

Ensuite, le nombre d'études qui font état des mêmes types d'impacts a été comptabilisé. Sur les neuf études analysées, nous avons pu identifier :

- Les impacts positifs généralisés, c'est-à-dire que la majorité des études* (5 et plus sur 9) constatent qu'il s'agit d'un impact positif. (Pour la dimension environnementale, qui n'est abordée que par six des neuf études retenues, un impact sera considéré comme positif et généralisé si au moins trois études concluent qu'il s'agit d'un impact positif).
- Les impacts positifs isolés, c'est-à-dire que l'évaluation de l'ampleur de l'impact est inégale.
- Les impacts controversés, c'est-à-dire que les études soulèvent de sérieuses limites.

Les impacts positifs généralisés

Indicateurs	Dimension économique – impacts positifs généralisés
Hausse du revenu	<p>Les producteurs certifiés¹ ont des revenus plus élevés que les producteurs conventionnels (COSA 2013, p.40).</p> <p>L'ampleur de la hausse varie selon les contextes. (CEval 2012, p.v) (NRI 2013, p.58).</p> <p>L'impact sur le salaire dépend du volume qui est vendu sur le marché équitable (NRI 2013, p.37) (Vandorpe 2014, p.64).</p> <p>Les revenus des producteurs certifiés sont beaucoup plus stables, comparativement aux producteurs non certifiés (CEval 2012, p.v).</p> <p>Les travailleurs dans les plantations certifiées jouissent d'un meilleur salaire, bien que la différence soit légère (NRI 2013, p.58).</p> <p>Les travailleurs des fermes certifiées bénéficient des avantages sociaux (CODER 2014, p. 79).</p>
Amélioration de la qualité du produit	<p>Les standards élevés du commerce équitable en matière de qualité du produit forcent les producteurs à s'ajuster afin de répondre aux exigences (CODER 2014, p.74).</p> <p>Des nouvelles infrastructures améliorent la qualité du produit (Vandorpe 2014, p.71).</p>
Accès au crédit	<p>Les producteurs certifiés ont un meilleur accès au crédit que les producteurs conventionnels (FTEPRP 2014, p.84). C'est également le cas pour les travailleurs (CODER 2014, p.51).</p> <p>La prime équitable est utilisée pour financer le système de prêts (CODER 2014, p.60).</p> <p>Les organisations de producteurs ou les comités de travailleurs gèrent le système de prêts (CODER 2014, p.24).</p>
Efficacité technique	<p>Le commerce équitable permet d'améliorer l'efficacité technique des exploitations agricoles (COSA 2013, p.47).</p> <p>Cette amélioration est due à des facteurs humains comme l'augmentation de la formation et une meilleure santé des producteurs et des travailleurs (COSA 2013, p.47).</p> <p>Elle est aussi due à l'implantation de nouveaux procédés et à l'acquisition de nouveaux équipements (Vandorpe 2014, p. 71).</p>

Indicateurs	Dimension sociale – Impacts positifs généralisés
Développement des communautés	<p>L'investissement de la prime équitable dans des secteurs clés favorise le développement des communautés.</p> <p>La prime équitable est principalement investie dans l'éducation et la santé (CODER 2014, p.78) (NRI 2013, p.72-75) (Blackmore, Kelley, Pyburn, Mangus, Chen et Yuhui 2012, p.113).</p> <p>Elle permet aussi d'investir dans les infrastructures telles que des routes, un système d'aqueduc ou encore des installations pour l'électricité (NRI 2013, p.72-75) (Blackmore et coll. 2012, p.113).</p> <p>Le développement des communautés peut être compromis si la prime est utilisée pour couvrir les coûts de la certification (Vandorpe 2014, p.68).</p> <p>Les investissements dans la communauté stimulent la demande locale de biens et de services, ce qui crée des emplois (CODER 2014, p.78).</p>
Augmentation de la formation	<p>Les producteurs certifiés ont plus de formation que les producteurs des fermes conventionnelles (COSA 2013, p.53). C'est également le cas pour les travailleurs (CODER 2014, p.68).</p> <p>Il y a de la formation sur divers sujets tels que les bonnes pratiques d'agriculture, la fertilisation, la gestion des ressources environnementales ou encore sur le marketing (COSA 2013, p.53).</p> <p>La formation influence positivement le comportement des producteurs et des travailleurs (COSA 2013, p.53).</p>
Développement social des producteurs et des travailleurs	<p>Les producteurs et les travailleurs certifiés ont une meilleure perception de leur situation (CODER 2014 p.46) (COSA 2013, p.59).</p> <p>Les producteurs certifiés et les travailleurs certifiés estiment avoir un plus grand contrôle sur leur avenir (CODER 2014, p.46).</p> <p>L'acquisition de nouvelles compétences améliore la confiance en soi des artisans (Stenn 2014, p.211) (Mariñas Tapia 2013, p.86). Le travail accompli par les artisans leur procure une grande fierté (Stenn 2014, p.211).</p> <p>Le commerce équitable revalorise la culture indigène⁵ (Mariñas Tapia 2013, p.86).</p>

⁵ Un projet de tourisme durable a été mis sur pied afin que les artisans indigènes puissent vendre leurs produits équitables directement aux touristes. Les échanges culturels ont permis de raviver les traditions ancestrales et de redonner aux membres de la communauté un sentiment de fierté quant à leur origine

Indicateurs	Dimension politique – Impacts positifs généralisés
Autonomisation des organisations	<p>Le commerce équitable permet aux organisations de producteurs de développer leurs capacités (Mariñas Tapia 2013, p.87).</p> <p>Les changements que les organisations doivent effectuer pour satisfaire les critères du commerce équitable améliorent leurs habiletés en matière de gestion et d'administration (Vandorpe 2014, p.70).</p> <p>La confiance que les membres ont envers leurs organisations confère à celles-ci une certaine légitimité et contribue à leur renforcement (CODER 2014, p.48).</p>
Augmentation des services offerts aux membres	<p>Les organisations de producteurs certifiés sont généralement plus structurées et offrent plus de services à leurs membres que les autres coopératives (COSA 2013, p.69).</p> <p>Dans les régions éloignées, les organisations de producteurs peuvent devenir des pourvoyeurs de services publics, tels que la distribution d'eau (COSA 2013, p.66).</p> <p>Elles jouent un rôle au niveau de la formation (Vandorpe 2014, p.47).</p> <p>Elles fournissent des services au niveau du marketing.</p> <p>Elles s'occupent de la négociation avec les acheteurs internationaux, de la signature de contrats et du paiement des coopératives. Ce type de tâches requiert la maîtrise de langues étrangères, ce qui est peu commun chez les producteurs (Vandorpe 2014, p. 47).</p> <p>Elles octroient des prêts à ses membres (Vandorpe 2014, p.48).</p> <p>Elles offrent du support technique aux producteurs (COSA 2013, p.66).</p> <p>Le support technique inclut des services tels que le transport des cerises de café, leur transformation et leur entreposage (Vandorpe 2014, p. 47).</p> <p>Il peut également prendre la forme d'un contrôle de la qualité et d'un contrôle du respect des normes de certification (CODER 2014, p.24+45).</p>
Accès aux marchés internationaux	<p>L'adhésion au commerce équitable permet d'accéder à un réseau d'acheteurs spécifiques, qui offre un marché stable et de meilleurs prix (CODER 2014, p.48).</p> <p>Les acheteurs peuvent jouer un rôle important en connectant les organisations aux marchés (Blackmore et coll. 2012, p.105).</p>

Indicateur	Dimension environnementale – Impacts positifs généralisés
Biodiversité	<p>Le niveau de diversité chez les producteurs certifiés est plus dense que chez les autres producteurs (COSA 2013, p.63).</p> <p>L'utilisation rationnelle des engrais chimiques dans les plantations certifiées permet de protéger la biodiversité (CODER 2014, p.5).</p>
Protection des sols et de l'eau	<p>Les producteurs certifiés ont recours à un nombre plus important de mesures de conservation des sols et de l'eau que les autres producteurs (COSA 2013, p.61).</p> <p>Les plantations certifiées adoptent des programmes de protection des sols (CODER 2014, p. 81).</p> <p>La réduction de l'usage des pesticides permet de réduire les risques de contamination de la nappe phréatique (NRI 2013, p.140).</p>

Impacts positifs isolés

Indicateurs	Dimension économique – Impacts positifs isolés
<p>Augmentation des prix</p>	<p>Le prix minimum assure une stabilité aux producteurs. (CODER 2014, p.48).</p> <p>Il constitue un bon filet de sécurité pour protéger les producteurs contre les chutes de prix (NRI 2013, p. 90).</p> <p>Ils peuvent tout de même demeurer insuffisants par rapport au prix minimum fixé par les gouvernements (NRI 2013, p.90), aux coûts de production (CODER 2014, p.34) ou à l'inflation (Blackmore et coll. 2012, p.126).</p> <p>Ils dépendent du volume vendu sur le marché équitable et, donc de la demande de produits équitables (NRI 2013, p. 90).</p>
<p>Augmentation de la productivité</p>	<p>L'effet du commerce équitable sur la productivité dépend des circonstances.</p> <p>Dans certains pays, les fermes certifiées sont plus productives que les fermes conventionnelles de façon très marquée (95 % au Pérou), alors qu'ailleurs la différence n'est pas significative (COSA 2013, p.46).</p>

Indicateurs	Dimension sociale – Impacts positifs isolés
<p>Amélioration des conditions de travail</p>	<p>Des changements dans les conditions matérielles des producteurs et des travailleurs sont à l'origine d'une amélioration des conditions de vie, notamment l'installation de toilettes et de systèmes d'eau potable tout comme des repas fournis aux travailleurs. (Vandorpe 2014, p.62)(FTEPRP 2014, p.84).</p> <p>Les changements au niveau des opérations améliorent considérablement la santé et la sécurité des producteurs et des travailleurs, tels que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'implantation de procédures de sécurité pour l'opération de la machinerie et le port de l'équipement de protection (Vandorpe 2014, p.62). • L'imposition de limitations pour protéger la santé des personnes vulnérables (COSA 2013, p.56). • L'installation de douches pour les utilisateurs de pesticides (Vandorpe 2014, p.62). • L'obligation de posséder l'équipement nécessaire pour donner les premiers soins et former des employés à cet effet (Vandorpe 2014, p.62).

	<p>La formation a aussi permis de réduire les risques sur la santé de la main-d'œuvre salariée, comparativement aux fermes conventionnelles (NRI 2013, p.85).</p> <p>Le commerce équitable amène également les acheteurs et les producteurs à signer un contrat pour assurer une stabilité aux producteurs. Ces contrats sont généralement à plus long terme que dans les plantations conventionnelles (CODER 2014, p.72). Malgré cela, dans certains cas, la stabilité est compromise par la faible demande des produits équitables, qui se traduit par des contrats à court terme et du travail sporadique (Stenn 2014, p. 212) (Mariñas Tapia 2013, p.90). Les contrats incluent des congés de maladie, des congés de maternité et de paternité et des travaux légers pour les femmes enceintes (NRI 2013, p.80).</p>
<p>Interdiction du travail des enfants</p>	<p>En 2009, des cas de travail d'enfants dans une coopérative équitable du Ghana ont été rapportés. L'organisme de certification FLO et l'Organisation internationale du Travail ont collaboré pour remédier à la situation (NRI 2013, p. 85).</p> <p>Les fermes certifiées équitables sont plus actives pour tenter d'éradiquer le travail des enfants (NRI 2013, p. 85). Les audits permettent de le repérer et mettre en place des mesures préventives (formation, groupes de surveillances, etc.) (NRI 2013, p. 55).</p> <p>Le travail des enfants a diminué entre 2010 et 2012 dans les productions de cacao au Ghana, comparativement aux fermes conventionnelles (COSA 2013, p.56).</p> <p>Le travail des enfants ne constitue pas un problème en Amérique du Sud (Mariñas Tapia 2013, p.88).</p>
<p>Sécurité alimentaire</p>	<p>En général, les besoins des producteurs et les travailleurs certifiés sont mieux comblés en matière de quantité et de qualité de nourriture que ceux des autres fermes et ce, même lorsqu'il ne semble pas y avoir de réelles avancées (NRI 2013, p. 49-51).</p> <p>Plusieurs facteurs influencent la sécurité alimentaire, tels que la superficie de la terre, la possibilité de cultiver sa propre nourriture et la pratique de la monoculture. Le pouvoir d'achat et le nombre de membres dans une famille ont également une influence (CODER 2014, p.43), (NRI 2013, p. 49-51).</p> <p>La malnutrition continue d'être un problème majeur dans les exploitations de cacao et de café. <i>Global Alliance for Improved Nutrition</i> a démontré qu'elle touche plus de 30 % des enfants (COSA 2013, p. 58).</p>

Indicateurs	Dimension politique - Impacts positifs isolés
Participation active dans le processus décisionnel	<p>Les organisations qui ont une certification équitable laissent une plus grande place à la participation de leurs membres (COSA 2013, p.66).</p> <p>Ce sont les membres qui décident comment sera investie la prime équitable (CODER 2014, p.48).</p> <p>Il peut être difficile de développer et de conserver des valeurs démocratiques, la transparence et la participation dans les grandes coopératives (Blackmore et coll. 2012, p.98).</p>
Pouvoir de négociation accru	<p>L'organisation des producteurs en coopératives permet d'accroître leur pouvoir de négociation dans la chaîne d'approvisionnement (CODER 2014, p.49).</p>

Indicateurs	Dimension environnementale - Impacts positifs isolés
Protection des forêts et reforestation	<p>Les données sur le taux de reboisement sont trop variables pour tirer des conclusions (COSA 2013, p.63).</p> <p>Des aspects du commerce équitable favorisent la reforestation ou du moins la protection des forêts.</p> <p>La prime équitable est parfois investie directement dans des projets de reforestation, surtout dans les exploitations de cacao (NRI 2013, p. 132-133).</p> <p>Certains investissements de la prime équitable mènent indirectement à la protection de la forêt, comme l'achat de cylindre de gaz qui réduisent la coupe de bois de chauffage (CEval 2012, p.66).</p> <p>La formation des producteurs sur le maintien de la qualité des sols permet de réduire l'expansion des exploitations de cacao aux dépens des forêts (CEval 2012, p.66).</p>
Respect des normes sanitaires et environnementales	<p>Le processus de certification équitable nécessite la désignation d'une personne responsable de s'assurer que les coopératives respectent les normes sanitaires et environnementales (Vandorpe 2014, p.78).</p>

Les impacts controversés

Indicateurs	Dimension sociale - Limites du commerce équitable
Réduction de la pauvreté	<p>Le commerce équitable rejoint de façon très limitée les producteurs qui n'ont pas déjà un certain niveau de vie et les personnes marginalisées ou discriminées (femmes, travailleurs migrants et les sans-terres) (NRI 2013, p.81).</p> <p>La certification semble accentuer les inégalités sociales puisque les familles qui bénéficient le plus de la certification sont celles qui possèdent déjà du capital (social, financier, naturel, humain) et non les familles les plus pauvres (Blackmore et coll. 2012, p.125).</p>
Réduction de l'inégalité des sexes	<p>L'égalité des sexes requiert un changement dans les normes culturelles et les structures.</p> <p>Bien que l'accès des femmes au marché du travail permette leur autonomisation, elle s'accompagne bien souvent d'une charge de travail accrue. Celles-ci cumulent un emploi rémunéré et le travail domestique (Stenn 2014, p. 208).</p> <p>La conciliation travail-famille est très difficile et empêche parfois les femmes de participer pleinement aux activités des organisations (NRI 2013, p. 87).</p> <p>Puisque les femmes sont rarement propriétaires, elles exercent peu d'influence au sein des organisations (NRI 2013, p.87). Des changements sur le régime foncier sont ainsi nécessaires pour que le commerce équitable puisse avoir un impact plus grand sur l'égalité des sexes (NRI 2013, p.87).</p> <p>Dans certains cas, le commerce équitable a permis une plus grande participation des femmes dans les processus décisionnels.</p> <p>Elles sont représentées dans les comités des organisations ainsi que dans les comités pour la gestion de la prime équitable (NRI 2013, p.87).</p> <p>La prime est utilisée pour mettre en place des ateliers de formation sur l'égalité des sexes, la discrimination en milieu de travail ou encore la violence domestique (CODER 2014, p.49).</p> <p>L'écart des salaires entre les hommes et les femmes est moins important dans les plantations certifiées (CODER 2014, p.70).</p> <p>Dans les plantations, les femmes forment la majorité de la force de travail, mais elles sont incapables d'accéder à des postes de niveau supérieur (NRI 2013, p.88).</p>

4. EXPÉRIENCES QUÉBÉCOISES

Un réseau d'acteurs veille au développement et à la promotion du commerce équitable au Québec. Cette section présente les impacts positifs du commerce équitable selon leur point de vue. Il est important de considérer la perspective des intervenants qui œuvrent là où le commerce équitable prend tout son sens, c'est-à-dire sur le terrain. Les personnes consultées dans le cadre de ce rapport (voir annexe 6) entretiennent des relations étroites avec les producteurs. Elles connaissent leurs réalités, allant parfois même jusqu'à les avoir vécues pour mieux les comprendre.

Comme certaines des personnes consultées travaillent dans le domaine depuis plus de 20 ans, elles peuvent témoigner des impacts du commerce équitable à long terme. Leurs témoignages valident dans une large mesure les conclusions de la première partie de ce rapport et s'ajoutent à celui d'un acteur influent des Maritimes, aussi consulté pour la présente section du rapport.

Les informations pertinentes tirées des entrevues sont présentées ci-dessous.

4.1. Fairtrade International

Créé en 1997, *Fairtrade International* est un réseau qui coordonne le label *Fairtrade* au niveau international. Il comprend les réseaux continentaux de producteurs et les associations nationales de labélisation.

Mission : Connecter les producteurs défavorisés et les consommateurs, promouvoir des conditions commerciales plus équitables et autonomiser les producteurs en vue de combattre la pauvreté et leur permettre de prendre davantage le contrôle de leur existence.

Activités : Développer une stratégie globale pour faire la promotion du commerce équitable, établir les standards de la certification *Fairtrade*, œuvrer à développer la relation avec les gouvernements et les ONG afin de rendre les ressources plus accessibles aux petits producteurs ou aux plantations, soutenir les producteurs en leur offrant de la formation et en les aidant à se préparer aux audits.

Personne-ressource : Julie Francoeur, gestionnaire régionale en Argentine, dans les Caraïbes anglophones et en Haïti

Constats :

- L'impact le plus évident du commerce équitable est celui de la prime puisqu'elle contribue au développement des communautés.
- Le commerce équitable permet d'améliorer les conditions des travailleurs en leur assurant une meilleure stabilité d'emploi.
- La construction d'école dans les milieux ruraux contribue à l'éradication du travail des enfants.
- L'autonomisation des coopératives est le résultat direct de l'application des standards du commerce équitable, qui exige que les coopératives soient démocratiques et transparentes.

- Le commerce équitable augmente le pouvoir de négociation des producteurs puisque la transparence de la chaîne d'approvisionnement leur permet de mieux comprendre le fonctionnement des marchés.
- Le commerce équitable a un impact au niveau environnemental puisqu'il augmente la capacité des producteurs à travailler de façon plus responsable grâce à la formation, à la réduction de l'usage des pesticides et à la gestion des déchets.

Exemple inspirant | L'Asociación Flores Del Monte, Argentine

Cette association travaille avec le vignoble Casa del Rey qui commercialise le vin équitable Monteflores. Elle a choisi d'utiliser la prime équitable pour financer un plan intégral de développement de la nutrition et de la santé familiale. Dans les régions qui cultivent le vin, la nutrition est un problème important puisque le climat ne favorise pas les autres cultures. Avec la prime, l'association a engagé une nutritionniste pour évaluer la situation de chacune des familles, mais aussi pour leur offrir des formations. Elle fait des achats groupés de riz, de farine, de fruits et de légumes.

Impacts positifs : Développement des communautés, sécurité alimentaire.

Exemple inspirant | COOPCAB, Haïti

Le renforcement donne aux coopératives la confiance pour prendre les choses en mains. C'est ainsi qu'une des premières coopératives haïtiennes certifiées *Fairtrade*, COOPCAB, a reçu le prix du gestionnaire de l'année remis par la Fondation Digicel. Cela a eu un véritable effet catalyseur : les ONG désirent travailler avec cette coopérative et faire des investissements. Elle est devenue la première cliente de *Root Capital*, un fonds de financement social, lorsque l'entreprise s'est installée dans le pays.

Impacts positifs : Accès au crédit, autonomisation des organisations.

4.2. Fairtrade Canada

Créé en 1997, *Fairtrade Canada* est un organisme à but non lucratif (OBNL) qui fait partie du réseau de *Fairtrade International*.

Mission : Accroître les ventes de produits certifiés au Canada, maximiser les avantages de *Fairtrade* pour les agriculteurs, soutenir le travail que *Fairtrade International* fait dans le monde entier, collaborer avec des organisations partageant les mêmes valeurs pour faire la promotion de *Fairtrade* auprès des Canadiens.

Activités : Octroyer les licences aux entreprises canadiennes qui veulent utiliser le logo *Fairtrade* et s'assurer qu'elles respectent les normes, tout au long de la chaîne d'approvisionnement, faire la promotion du commerce équitable, développer les programmes de certification équitable des villes, des campus universitaires et des écoles et soutenir les pays producteurs qui deviennent des promoteurs de *Fairtrade*, comme le Brésil, le Kenya et l'Inde.

Personne-ressource : Julie Francoeur, gestionnaire régionale en Argentine, dans les Caraïbes anglophones et en Haïti

4.3. Association québécoise du commerce équitable

Depuis 2011, L'Association québécoise du commerce équitable est l'instance de référence en commerce équitable au Québec. Elle regroupe des bénévoles issus d'organisations non gouvernementales, d'entreprises et des individus.

Mission : Soutenir les membres qui rejoignent et qui mettent en œuvre les valeurs et principes du commerce équitable. Ce soutien prend la forme d'actions d'éducation, de promotion, de concertation et de mobilisation. Elle a quatre objectifs : l'éducation et la sensibilisation aux principes, enjeux et impacts du commerce équitable, la promotion et le soutien à la commercialisation des produits équitables, la concertation des acteurs du commerce équitable et la mobilisation des instances politiques et économiques.

Activités : Promouvoir les villes, les campus et les écoles équitables en partenariat avec Fairtrade, les Magasins du monde en partenariat avec Oxfam et participer à la relance du commerce équitable en partenariat avec Équiterre.

Personne-ressource : Éric St-Pierre, coprésident

Il est photojournaliste et auteur de trois livres sur le commerce équitable. Son dernier livre est un survol complet du commerce équitable, du point de vue des producteurs. C'est le fruit d'un projet qui s'est échelonné sur 8 ans, dont 2 ans passés à l'étranger. Traduit en 4 langues, le livre s'est vendu à plus de 40 000 exemplaires.

Constats :

- Le commerce équitable génère des richesses.
- Il y a également une incidence sur la qualité du produit.
- Le commerce équitable renforce les liens de solidarité.
- Il met en place les conditions favorables pour créer un tissu social.
- Il favorise le développement social des producteurs en renforçant leur sentiment d'appartenance.
- Le commerce équitable appuie les coopératives. Elles sont le moteur de développement des régions.

- Le processus d'apprentissage des coopératives, par lequel elles se développent et acquièrent de l'autonomie, est un impact important du commerce équitable.

Exemple inspirant | CoopeAgri, Costa-Rica

La culture de la canne à sucre a des coûts sociaux et environnementaux importants. Son histoire est étroitement liée à l'esclavagisme. Sur le marché conventionnel, l'exploitation des travailleurs se poursuit. De plus, l'extension de la monoculture s'est faite au détriment des forêts.

Fondée en 1962, la coopérative CoopeAgri compte plus de 10 000 membres et 15 % des ceux-ci cultivent la canne à sucre. La coopérative a sa propre usine de transformation du sucre. CoopeAgri joue un rôle prédominant dans le développement de sa région, le comté de Pérez Zeledón. Elle possède des supermarchés, un café, un centre de produits agricoles, une quincaillerie et un garage. Elle investit annuellement 750 000 \$ dans les programmes sociaux, dont 166 000 \$ proviennent des primes équitables. Près de 50 000 personnes ont accès à ses services, notamment via des bourses d'études, un fonds d'urgence, une clinique. La coopérative a également ouvert une organisation qui offre divers services financiers à toute la population. Enfin, CoopeAgri a mis sur pied un programme de compensations financières permettant de protéger les forêts.

Dans le cas de CoopeAgri, la fondation de l'organisation précède l'adhésion au commerce équitable. Ainsi, le commerce équitable offre un soutien à cet important acteur du développement de la région (St-Pierre, 2010).

Impacts positifs : Accès au crédit, développement des communautés, autonomisation des organisations, augmentation des services offerts aux membres et protection des forêts

Exemple inspirant | Magasin du Monde d'Oxfam-Québec

Le Magasin du Monde est un projet éducatif de solidarité internationale qui permet aux jeunes Québécois de bâtir une entreprise d'économie sociale vouée à la promotion du commerce équitable au sein de leur école secondaire ou de leur collège. Le réseau des Magasins du Monde est composé de 21 magasins, ce qui représente près de 30 000 jeunes sensibilisés.

En plus de soutenir les producteurs grâce à la vente de produits équitables, la moitié des profits servent à appuyer des projets de coopération internationale en renforcement des capacités chez les partenaires d'Oxfam-Québec dans les pays en développement.

Le projet permet aux jeunes de faire des liens avec leurs gestes du quotidien et la réalité mondiale.

4.4. Equifruit

Equifruit est la seule entreprise d'importation de fruits équitables bien établie, au Québec. L'entreprise importe principalement des bananes biologiques et équitables portant la certification *Fairtrade*. Fondée en 2006, l'entreprise s'appelait au départ Équicosta.

Modèle d'entreprise : Pour Équifruit, l'agriculture biologique vise non seulement le bien-être du consommateur canadien, mais aussi celui des producteurs et de leurs terres. Quant au commerce équitable, il est créé pour contrecarrer les inégalités du commerce de la banane conventionnelle. L'entreprise paie aux coopératives de petits agriculteurs des prix qui permettent à leurs membres de vivre dignement.

Equifruit travaille avec l'Asociación de Pequeños Productores de Banano Orgánico de Samán y Anexos (APPBOSA) depuis la fondation de l'entreprise.

L'entreprise a une entente avec un grand détaillant de produits alimentaires.

Personne-ressource : Jennie Coleman, présidente

Constats :

- Le commerce équitable permet aux producteurs d'obtenir un juste prix pour ses produits.
- La prime équitable bénéficie à tous les producteurs et à leurs familles puisqu'elle appuie des projets communautaires.
- Le commerce équitable permet de démarginaliser les petits producteurs. Ils retrouvent la fierté d'être « maîtres chez eux », ce qui contribue à leur développement social.
- Le commerce équitable améliore les conditions des travailleurs et leur offre un milieu de travail sain.
- La participation des femmes au niveau de la gestion et de la prise de décision au sein de leur coopérative est encouragée.
- La certification équitable signifie l'abolition du travail des enfants de moins de 15 ans.
- Le commerce équitable assure la biodiversité en privilégiant la permaculture.

Exemple inspirant | APPBOSA, Pérou

Pour chaque caisse de bananes* achetée par Equifruit, 1 \$ US est versé aux producteurs. La communauté de Samán reçoit près de 1440 \$ US par semaine en prime équitable. (*100 bananes par caisse).

Une des membres de la coopérative APPBOSA au Pérou le confirme : l'un des grands avantages de faire partie du système du commerce équitable est que « Nos enfants vont tous à l'école, même les filles. Avant, les filles restaient souvent à la maison. Moi-même, je n'ai pas

été à l'école. Maintenant, je suis toutes les formations que je peux trouver. L'enseignement est important pour les enfants s'ils veulent trouver du travail plus tard ».

Les conjointes de certains producteurs ont démarré leur propre coopérative, MESSAC, avec une partie de la prime équitable versée à APPBOSA. Elles fabriquent les uniformes pour les travailleurs de la coopérative. Elles ont trouvé d'autres clients dans la région. Ces femmes, mariées pour la plupart à 15 ans, n'avaient pas beaucoup d'opportunités. Désormais, elles possèdent leur propre entreprise et elles sont indépendantes. Elles se perçoivent maintenant comme des femmes d'affaires. Ainsi, dans le cas présent, la prime équitable a également contribué à réduire les inégalités entre les sexes, mais aussi le développement social des nouveaux entrepreneurs.

Impacts positifs : Hausse du revenu, développement des communautés, développement social, interdiction du travail des enfants, réduction de l'inégalité entre les sexes.

4.5. Just Us! Coffee Roasters Co-op

Fondée en 1997 par Debbie et Jeff Moore, Jane et David Mangle, ainsi que Ria March, *Just Us!* est la première brûlerie de café équitable au Canada.

Modèle d'entreprise : Promouvoir activement le commerce équitable et ses bénéfices pour les producteurs dans les pays en développement. *Just Us!* croit fermement que les gens et la planète sont plus importants que les profits.

La coopérative offre du café, du sucre, du chocolat, du thé dans de nombreux établissements.

Malgré les modestes débuts de l'entreprise, *Just Us!* possède maintenant quatre cafés, un atelier pour faire du chocolat, un musée, un marché et un centre pour les petites fermes en Nouvelle-Écosse. Elle a fondé le *Just Us! Development and Education Society* une organisation à but non lucratif vouée à l'éducation citoyenne.

Les produits de *Just Us!* sont écoulés par divers canaux : leurs cafés, d'autres cafés en Nouvelle-Écosse, les magasins indépendants, les grandes chaînes d'alimentation et de nombreux particuliers partout au Canada.

La marque *Just Us!* est très populaire et grandement estimée, surtout en Nouvelle-Écosse. En plus de contribuer au développement économique et social des petits producteurs, la coopérative est également reconnue pour son respect de l'environnement, son engagement envers la communauté et ses employés et son café d'une qualité exceptionnelle.

Personne-ressource : Jeff Moore, cofondateur

Constats :

- L'organisation des producteurs en coopératives est le plus grand impact du commerce équitable.
- Le commerce équitable constitue un premier pas vers l'autonomisation des coopératives de producteurs.
- Les petits producteurs ne sont plus isolés, ils peuvent se fier à leur organisation pour identifier les problèmes, les ressources et les stratégies nécessaires pour agir ensemble.
- Des réseaux de coopératives, organisés géographiquement et selon les différents produits, permettent également aux petits producteurs de défendre leurs intérêts.
- Le commerce équitable contribue au développement social des producteurs en leur permettant d'avoir le contrôle de leur vie. Ils se perçoivent et sont perçus différemment, puisqu'ils sont désormais des acteurs de développement.

Exemple inspirant | UCIRI, Mexique

L'Union de Comunidades Indígenas de la región del istmo de R.I (UCIRI) est une véritable pionnière du commerce équitable. En 1988, elle devient la première coopérative certifiée *Fairtrade*. Elle constitue un merveilleux exemple de démocratie puisqu'elle résulte de l'organisation de la communauté entière.

Dans les dernières années, les caféiers de la région ont été dévastés par la rouille orangée, une maladie fongique causée par le champignon *hemileia vastatrix*. La coopérative se retrouve avec seulement un dixième de sa production habituelle. Néanmoins, les petits producteurs travaillent ensemble pour surmonter cette épreuve. Leur organisation en coopérative facilite leur accès à l'aide gouvernementale pour replanter des caféiers.

Impact positif : Autonomisation des organisations

4.6. La Siembra

Créée à Ottawa en 1999, la coopérative La Siembra offre aux Canadiens plus de 80 produits certifiés *Fairtrade* et biologiques de grande qualité. Elle commercialise la célèbre marque de chocolat Camino.

Modèle d'entreprise : Les membres travailleurs et membres travailleuses de la coopérative La Siembra s'engagent vers un modèle du commerce équitable fondé sur la coopération et sur l'économie sociale et solidaire. Ils offrent aux consommateurs des produits éthiques et de première qualité par l'entremise de partenariats avec des coopératives de producteurs paysans, ce qui améliore les moyens de subsistance de ces derniers et le bien-être de leurs collectivités. Ils croient dans un modèle de travail valorisant et empreint de dignité. Ils sont guidés par les principes du commerce équitable, la coopération, ainsi que par un respect de l'environnement.

La Siembra se spécialise dans le cacao, le sucre, le café et la noix de coco. En 2002, l'entreprise élabore avec *TransFair Canada* un système de certification pour les produits de cacao, de chocolat et de sucre au Canada, et devient le premier importateur licencié de cacao et de sucre certifiés équitables en Amérique du Nord.

La coopérative La Siembra travaille avec 23 coopératives de producteurs dans 11 pays du Sud. Elle soutient plus de 39 500 producteurs paysans et leurs familles.

Personne-ressource : Martin Van Den Borre, Directeur de la production et de la logistique

Constats :

- Le plus gros impact du commerce équitable est qu'il permet aux producteurs d'entrer dans la chaîne de valeur.
- Ils peuvent eux aussi créer de la valeur ajoutée et contrôler les opérations de mise en marché.
- Il permet également aux coopératives de producteurs de se professionnaliser et de diversifier leurs produits.
- Le commerce équitable assure aux producteurs un prix juste pour leurs produits.
- Le commerce équitable augmente la qualité des produits.
- L'impact collectif de la prime équitable est très important.
- Le commerce équitable permet d'éradiquer le travail des enfants.

Exemple inspirant | Manduvirá, Paraguay

L'histoire de Manduvirá démontre bien la différence significative que le commerce équitable peut faire dans les communautés. Manduvirá est une coopérative du Paraguay qui regroupe 1750 producteurs. Elle a été créée en 1975. Elle se spécialise dans la production et la transformation de sucre biologique et équitable. Ses membres cultivent également des graines de sésame, des fruits et des légumes.

Manduvirá a obtenu sa certification Fairtrade en 1999. Le commerce équitable a fourni un marché aux petits producteurs du Paraguay qui n'avaient aucune chance de compétitionner le géant brésilien sur le marché conventionnel. Au début, malgré la certification équitable, la coopérative ne pouvait pas accéder directement au marché international puisque les entreprises privées contrôlaient la transformation et la mise en marché du sucre. Les paysans guaraní étaient à la merci de cette poignée d'entreprises dirigées par des blancs, triste héritage de l'époque coloniale. Les rapports entre les producteurs et les entreprises étaient tendus et inégaux.

En 2005, la coopérative a commencé à louer un moulin afin de transformer elle-même sa canne à sucre. Elle pouvait enfin vendre son sucre directement sur le marché international, rompant ainsi les rapports coloniaux. En 2014, elle est devenue la première organisation paysanne du Paraguay à détenir son propre moulin à sucre. Détenir son propre moulin à sucre signifie aussi avoir un plus grand contrôle de la chaîne de valeur et bénéficier de la valeur ajoutée créée. La prime équitable a contribué de façon importante au financement de ce

projet. La coopérative Manduvirá est aujourd’hui le leader dans la production et l’exportation de sucre biologique et équitable. Elle travaille avec La Siembra, qui l’a accompagné à travers toutes ces étapes (St-Pierre, 2010).

Outre le financement du moulin, la prime équitable a également favorisé le développement de la communauté. Elle a permis de financer de nombreux projets, tels que : un nouveau centre de santé qui inclut une équipe médicale, un dentiste, un opticien et des services de laboratoire, des uniformes et des fournitures scolaires, des cours d’art, de danse et de musique pour les enfants, un système d’épargne et de crédit, un soutien technique et des formations en agriculture, un système de location de machinerie agricole et un projet de reforestation.

Une récente étude d’ACDI/VOCA, une organisation à but non lucratif qui soutient le développement durable des coopératives, a démontré que la coopérative Manduvirá est un exemple à suivre en matière d’égalité des sexes. Effectivement, le taux de participation des femmes dans la coopérative est élevé, que ce soit en tant que membres ou en tant que leaders. Ce haut taux s’explique par l’application des standards de Fairtrade quant à la discrimination. Manduvirá est un modèle positif pour les autres coopératives puisqu’elle compte un bon nombre de femmes qui occupent des postes traditionnellement masculins et qui relèvent le défi haut la main (Clugston Claire, ACDI/VOCA, 2014).

Impacts positifs : Augmentation des prix, accès au crédit, développement des communautés, augmentation de la formation, réduction de l’inégalité des sexes, autonomisation des organisations, augmentation des services offerts aux membres, accès aux marchés internationaux, reforestation

4.7. Produits Ayurvédiques Sahana

Fondée en 2006 par Marise May et Chanaka Kurera, l’entreprise les Produits Ayurvédiques Sahana importe des épices et du lait de coco équitables et biologiques du Sri Lanka. L’entreprise commercialise la marque *Cha’s Organics*.

Modèle d’entreprise : Le but est d’offrir aux Canadiens de meilleurs choix alimentaires en matière de qualité, de fraîcheur, de prestations de santé, tout en ayant également un impact sur l’environnement et le bien-être des producteurs.

Le lait de coco Arayuma est le premier lait de coco certifié équitable en Amérique du Nord.

L’entreprise travaille avec Biofood, une entreprise sri lankaise associée aux producteurs de la Small Organic Farmers Association (SOFA) et ceux de la Marginalized Organic Producer Association (MOPA).

Personne-ressource : Marise May, Directrice des opérations.

Constats :

- Le commerce équitable est un acte de solidarité qui permet d'appuyer les communautés qui nourrissent nos familles.
- Il permet aux producteurs d'avoir une meilleure qualité de vie et de subvenir aux besoins de leurs propres familles en améliorant leur situation financière.
- La prime équitable est bénéfique pour la communauté entière.
 - Chaque année, les producteurs se rassemblent pour décider de la gestion de la prime qui leur est versée directement.
 - La prime finance de nombreux projets : l'approvisionnement en eau potable, la construction de routes et de ponts, l'achat de bétails pour les familles les plus pauvres, l'achat d'outils agricoles, etc.
- Le commerce équitable augmente la formation des producteurs.
- Il permet également d'améliorer la santé des agriculteurs qui n'ont plus à s'exposer à la toxicité des produits chimiques.
- Le commerce équitable favorise un développement agricole durable. Il protège la biodiversité en évitant des pratiques qui nuisent à l'environnement comme la monoculture et l'utilisation de produits chimiques.

Exemple inspirant | SOFA, Sri Lanka

Les exemples de changements positifs engendrés par la prime équitable ne manquent pas chez les membres de SOFA. À Gampola, un établissement d'enseignement préscolaire a été construit grâce à la prime. La prime a aussi permis d'acheter les fournitures scolaires. Cet investissement bénéficie à toute la communauté puisque les enfants n'ont plus besoin d'aller à l'école dans un autre village. Les parents peuvent gagner un plus grand revenu, puisque leur temps est libéré.

Impacts positifs : Hausse du revenu, développement des communautés

4.8. Santropol

Santropol est une maison de torréfaction de cafés certifiés 100 % biologiques et équitables établie à Montréal, qui s'approvisionne auprès de producteurs certifiés biologiques et équitables de huit pays. La brûlerie Santropol est née de l'association de James Solkin, le fondateur du premier restaurant québécois à servir exclusivement du café biologique et équitable, et de la maître torréfactrice Sylviane Parent, en 2003.

Modèle d'entreprise : En offrant une gamme de cafés des plus raffinés, l'objectif de Santropol est de contribuer à une distribution plus juste des bénéfices et de favoriser une plus grande autonomie et un plus grand respect mutuel de tous les participants à la chaîne de production, depuis le cultivateur jusqu'au consommateur. La justice sociale et économique de même que la gérance de l'environnement sont essentielles à la viabilité politique et économique mondiale. Comme une famille, une économie durable, tant à l'échelle locale qu'à

l'échelle mondiale, doit être édifée sur des principes de non-violence, d'authenticité, d'équité et de respect pour l'environnement de notre planète.

La brûlerie Santropol a plus de 400 clients, en majorité des détaillants indépendants.

Santropol fait partie de Cooperative Coffees, un importateur qui regroupe de petites entreprises de torréfaction.

L'organisme s'implique dans la société en fournissant du café et en prêtant du matériel à différents groupes communautaires. Il a aussi créé des postes spécialement pour les personnes vivant avec des handicaps physiques ou intellectuels

Personnes-ressources : James Solkin, directeur du développement des affaires et Dario Lezzoni, ancien directeur du marketing et des ventes

Constats :

- Le plus important et surtout le plus durable des impacts est l'autonomisation des groupes de producteurs.
 - Grâce au commerce équitable, les coopératives ont fait des apprentissages et ont acquis une discipline nécessaires pour agir de façon plus efficace dans l'économie globale.
- Au Sud, le mouvement est vu comme un moteur de l'autodétermination. Le commerce équitable est une des armes les plus puissantes des petits producteurs pour gérer leur lutte face à la menace que représente l'industrie agroalimentaire pour leur mode de vie. Main dans la main avec la culture biologique, il donne une structure au mouvement de résistance.

Exemple inspirant | Le symbole des petits producteurs

Le fruit le plus beau du commerce équitable est la naissance et le développement du nouveau système de certification des petits producteurs. « Il est l'évolution naturelle et bienvenue de tout ce qui est derrière la mission du commerce équitable (Solkin, 2015) ». Il est le tout premier système de certification équitable créé, dirigé et opéré par le Sud. Le symbole des petits producteurs donne beaucoup de fierté et d'indépendance aux producteurs. L'initiative provient de la CLAC (La Coordinadora Latinoamericana y del Caribe de Pequeños Productores de Comercio Justo), une organisation qui regroupe plus d'un million de petits producteurs regroupés en 300 coopératives de l'Amérique centrale et du Sud, et des Caraïbes. En 2012, Santropol, qui était auparavant certifié Fairtrade, s'est joint à l'initiative.

Le symbole des petits producteurs est une véritable révolution tranquille dans le monde du commerce équitable. Sa création répond directement aux inquiétudes soulevées par des millions de producteurs et d'acheteurs à propos du système de certification conventionnelle. Voici quelques différences entre le système de certification équitable conventionnel et le Symbole des petits producteurs :

Les prix minimums pour les produits sont plus élevés. Pour le cas du café biologique, en ce moment, c'est 2.20 \$ US/lb comparativement à 1.90 \$ US.

Les frais d'administration et de certification payables à la Fondation par les producteurs vendeurs (du Sud) et les acheteurs sont considérablement réduits.

Les inspections des coopératives de producteurs se font dans un esprit d'accompagnement. Les représentants des petits producteurs sont des conseillers et des alliés dans l'effort d'offrir un produit biologique de qualité et de trouver des acheteurs.

Le système de certification est exclusivement réservé aux petits producteurs.

S'il est vrai qu'il est plutôt avantageux sur le plan économique avec des prix minimums plus élevés et la réduction des coûts de la certification, la véritable différence est au niveau de la gouvernance. Les procédures et les critères sont déterminés par les producteurs.

5. CONCLUSION

Le recensement de la littérature sur le commerce équitable a permis de cerner une douzaine d'impacts positifs généralisés. Il s'agit de la hausse du revenu, l'augmentation de la qualité du produit, l'accès au crédit, l'efficacité technique, le développement des communautés, l'augmentation de la formation, le développement social des producteurs et des travailleurs, l'autonomisation des organisations de producteurs, l'augmentation des services que les organisations de producteurs offrent à leurs membres, l'accès des producteurs aux marchés internationaux, la préservation de la biodiversité et la protection des sols et de l'eau.

Les acteurs de terrain ont témoigné d'impacts positifs semblables et ont mis l'emphase sur le développement des communautés, l'autonomisation des organisations de producteurs et les bienfaits pour l'environnement et dans une moindre mesure, la hausse du revenu des producteurs, l'interdiction du travail des enfants et la réduction des inégalités des sexes. Par ailleurs, ils ont illustré leur propos avec des exemples inspirants. Les impacts positifs isolés ou controversés mettent en lumière les limites du commerce équitable. Il devient alors important de gérer les attentes, comme l'a si bien exprimé la COSA : « *Il n'est pas raisonnable de s'attendre à ce que ces initiatives – généralement gérés par des ONG financées modestement – réussissent en quelques années, à créer seules des moyens de subsistance, un environnement et des sociétés durables que des milliards de dollars d'aide ciblée des gouvernements et des agences de développement ont échoué à réaliser au cours des cinq dernières décennies* »⁶. Le rapport fournit donc les éléments permettant de dégager les principaux impacts positifs sur les communautés productrices du Sud et de démontrer la pertinence du commerce équitable comme outil de changement social, économique, politique et environnemental.

⁶ Traduction de : «It is not reasonable to expect that these initiatives –typically managed by modestly funded NGOs – will, in just a few years, single-handedly create the sustainable livelihoods, environment, and societies that billions of dollars of targeted aid from governments and development agencies have failed to achieve over the last five decades» tiré de COSA, 2013, p.5.

BIBLIOGRAPHIE

Asociación Flores Del Monte, <http://www.floresdelmonte.org/actividades.html>, Consulté le 18 février 2015.

Association québécoise du commerce équitable, <http://www.assoquebecequitable.org/>, Consulté le 2 avril 2015.

Banque mondiale, « Biodiversity and National Accounting », World Bank Research Digest, Vol. 7(4): 7-8, 2013.

Blackmore, Emma, J. Kelley, r. Pyburn, E. Mangus, L. Chen et Q. Yuhui (International Institute for Environment and Development), « Pro-poor certification : Assessing the benefits of sustainability certification for small-scale farmers in Asia », Natural Resource Issues 25, 2012. *

Center for Evaluation (Saarland University), «Fairtrade Impact Study: Assessing the Impact of Fairtrade on Poverty Reduction through Rural Development », juillet 2012. *

Clugston Claire, ACDI/VOCA, « The Business Case for Women's Participation in Agricultural Cooperatives: A Case Study of the Manduvira Sugarcane Cooperative, Paraguay », novembre 2014.

Committee on Sustainability Assessment, « The COSA Measuring Sustainability Report:Coffee and Cocoa in 12 Countries », 2013. (citations p.30.)*

Coopérative La Siembra, <http://www.lasiembra.com/camino/>, Consulté le 25 février 2015.

Corporation for Rural Business Development, « An Evaluation of Fairtrade Impact on Smallholders and Workers in the Banana Sector in northern Colombia », février 2014.*

Douillet, Mathilde et Pierre Girard (Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde), « Productivité agricole : des motifs d'inquiétude ? : Les concepts », Notes°7, juillet 2013.

Durochat, Émilie, J. Stoll, S. Frois, S. Selvaradj, K. Lindgren, D. Geffner, A. Carimentrand, J-L. Pernin, I. Dufeu, E. Malandain et A. Smith (2015), (PFCE, FWP et FairNESS), «Le guide international des labels de commerce équitable», p. 9.

Ecolabel Index, <http://www.ecolabelindex.com>, Consulté le 10 décembre 2015.

Equifruit, <http://www.equifruit.com/>, Consulté le 17 février 2015.

Fairtrade Canada, <http://fairtrade.ca/>, Consulté le 20 février 2015.

Fairtrade Foundation, <http://www.fairtrade.org.uk/en/buying-fairtrade/bananas>, Consultée le 16 novembre 2015.

Fairtrade Labelling Organizations International, <http://www.fairtrade.net/> , Consulté le 18 février 2015.

Fair Trade, Employment and Poverty Reduction Project (School of Oriental and African studies), « Fairtrade, Employment, Poverty Reduction in Ethiopia and Uganda », avril 2014. *

Fondation Max Havelaar, <http://www.maxhavelaar.ch/fr/produits/informations/produit/2/>, Consulté le 4 février 2016

Ingenbleek, Paul T. M. et Machiel J. Reinders, «The Development of a Market for Sustainable Coffee in the Netherlands: Rethinking the Contribution of Fair Trade, 2012.

Just Us! Coffee Roasters Co-op, <http://www.justuscoffee.com/> , Consulté le 30 mars 2015.

Lambert, Rémy (Université Laval, Symposium laitier de la Mauricie), « Efficacité et productivité : y a-t-il une différence? », 2014.

Lemay, Jean-Frédéric, « Le commerce équitable à la croisée des chemins : quels scénarios pour le futur ? », Vie économique 5 (1) : 1-10, septembre 2013. p.6.

Mariñas Tapia, Alicia del Carmen (Ritsumeikan Asia Pacific University), « Implementation of Fair Trade Practices in Peruvian Artisanal Organizations: Analysis through Case Studies», Asian Journal of Latin American Studies 26 (4) : 67-92, 2013.*

Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire Canada, «Tendances de consommation socialement responsables : Commerce équitable», 2012, p. 13.

Ministère ontarien de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales, « Les chaînes de valeur dans les secteurs de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des produits agro-industriels », 2013. En ligne. <http://www.omafra.gov.on.ca/french/food/valuechains.html> (Page consultée le 7 mai 2015).

Natural Resources Institute (University of Greenwich), « Assessing the Poverty Impact of Sustainability Standards», octobre 2013. *

Observatoire de la consommation responsable (OCR), « Baromètre de la consommation responsable : Retour sur cinq ans d'évolution des attitudes et comportements », 2014. p. 11.

Observatoire de la consommation responsable, «Baromètre de la consommation responsable», 2015, p.22.

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, « Sécurité alimentaire », Notes d'orientation °2, juin 2006.

Oxfam-Québec, Magasin du Monde, <http://oxfam.qc.ca/magasindumonde> , Consulté le 14 avril 2015.

Potts, Jason, M. Lynch, A. Wilkings, G. A. Huppé, M. Cunningham, V. Voora (Institut international du développement durable), « The State of Sustainability Initiatives Review 2014: Standards and the Green Economy », mars 2014, p. 84-86.

Produits Ayurvédiques Sahana, <http://www.arayuma.com/> , Consulté le 1 avril 2015.

Programme des Nations Unies pour le développement, « Vaincre la pauvreté humaine », 2000.

Red de Inversiones y Exportaciones, Cooperativa Manduvirá, « Principios y Beneficios del Comercio Justo », http://www.rediex.gov.py/beta/userfiles/file/Coop_Manduvira_REDIEX_11_04_2011.pdf , avril 2011.

Santropol, <http://www.bruleriesantropol.com/> , Consulté le 27 février 2015.

Stenn, Tamara (SIT Graduate Institute), « Fair Trade and Justice: A Case Study of Fair Trade and its Effect on the Freedom of Bolivia's Indigenous Women», Bolivian Studies Journal 20: 196-217, 2014.*

St-Pierre, Éric, « Le tour du monde équitable : des femmes et des hommes qui sèment l'espoir », avril 2010. p.46.

Ten Thousand Villages, <http://www.tenthousandvillages.ca>, Consulté le 26 novembre 2015.

The Canadian Fair Trade Network, <http://cftn.ca>, Consultée le 16 novembre 2015.

Vandorpe, Margot, « Coffee cooperatives and Fairtrade certification: a case study in Burundi ». Masters Thesis, Science in Economics, Gent University, 2014.*

*** Étude retenue pour l'analyse comparative**

TABLEAUX

ANNEXE 1 – TABLEAUX SYNTHÈSES – DIMENSION ÉCONOMIQUE

Dimension économique

Nom de l'étude	Auteurs de l'étude	Type de produits	Pays	Haussse du revenu	Augmentation du prix	Augmentation de la productivité	Amélioration de la qualité du produit	Accès au crédit	Efficacité technique
The COSA Measuring Sustainability Report: Coffee and Cocoa in 12 Countries	Committee on Sustainability Assessment (COSA)	Café, cacao	Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Ghana, Guatemala, Indonésie, Mexique, Nicaragua, Papouasie Nouvelle-Guinée, Pérou, Tanzanie, Viet Nam	***	***	**	-	**	***
Fairtrade Impact Study	Center for Evaluation (CEval) (Saarland University)	Banane, cacao, café, coton, fleur, thé	Ghana, Inde, Kenya, Pérou	***	***	*	-	***	***
Coffee cooperatives and Fairtrade certification: a case study in Burundi	Margot Vandorpe (Gent University)	Café	Burundi	*	*	***	***	**	***
Fairtrade, Employment, Poverty Reduction in Ethiopia and Uganda	The Fair Trade, Employment and Poverty Reduction Project (School of Oriental and African studies)	Café, fleur, thé	Éthiopie, Ouganda	**	**	**	-	***	-
Pro-poor certification: Assessing the benefits of sustainability certification for small-scale farmers in Asia	Emma Blackmore, James Keeley, Rhiannon Pyburn, Ellen Mangus, Lu Chen, Qiao Yuhui (International Institute for Environment and Development)	Café, coton, thé	Chine, Indonésie, Viet-Nam	***	***	***	***	***	-
Fair Trade and Justice: A Case Study of Fair Trade and its Effect on the Freedom of Bolivia's Indigenous Women	Tamara Stenn (SIT Graduate Institute)	Vêtements en laine d'alpaga	Bolivie	***	**	-	-	-	***
Implementation of Fair Trade Practices in Peruvian Artisanal Organizations: Analysis through Case Studies	Alicia del Carmen Mariñas Tapia (Ritsumeikan Asia Pacific University)	Artisanat	Pérou	***	**	-	***	***	***
Assessing the Poverty Impact of Sustainability Standards	Natural Resources Institute (University of Greenwich)	Cacao, Thé	Équateur, Ghana, Inde, Kenya	**	*	**	***	*	**
An Evaluation of Fairtrade Impact on Smallholders and Workers in the Banana Sector in northern Colombia	Corporation for Rural Business Development (CODER)	Banane	Colombie	***	**	**	***	***	***

Résultats

* 1 * 2 * 1 * 0 * 1 * 0
 ** 2 ** 4 ** 4 ** 0 ** 2 ** 1
 *** 6 *** 3 *** 2 *** 5 *** 5 *** 6

ANNEXE 2 – TABLEAUX SYNTHÈSES – DIMENSION POLITIQUE

Le nom de l'étude	Auteurs de l'étude	Type de produits	Pays	Participation active dans le processus décisionnel	Autonomisation des organisations	Augmentation des services offerts aux membres	Accès aux marchés internationaux	Pouvoir de négociation ?
The COSA Measuring Sustainability Report: Coffee and Cocoa in 12 Countries	Committee on Sustainability Assessment (COSA)	Café, cacao	Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Ghana, Guatemala, Indonésie, Mexique, Nicaragua, Papouasie Nouvelle-Guinée, Pérou, Tanzanie, Viet Nam	***	***	***	-	-
Fairtrade Impact Study	Center for Evaluation (CEval) (Saarland University)	Banane, cacao, café, coton fleur, thé	Ghana, Inde, Kenya, Pérou	**	***	***	-	-
Coffee cooperatives and Fairtrade certification: a case study in Burundi	Margot Vandrope (Gent University)	Café	Burundi	**	***	***	***	***
Fairtrade, Employment, Poverty Reduction in Ethiopia and Uganda	The Fair Trade, Employment and Poverty Reduction Project (School of Oriental and African studies)	Café, fleur, thé	Éthiopie, Ouganda	*	-	-	**	**
Pro-poor certification: Assessing the benefits of sustainability certification for small-scale farmers in Asia	Emma Blackmore, James Keeley, Rhiannon Pyburn, Ellen Mangus, Lu Chen, Qiao Yuhui (International Institute for Environment and Development)	Café, coton, thé	Chine, Indonésie, Viet-Nam	*	**	-	***	***
Fair Trade and Justice: A Case Study of Fair Trade and its Effect on the Freedom of Bolivia's Indigenous Women	Tamara Stenn (SIT Graduate Institute)	Vêtements en laine d'alpaga	Bolivie	*	***	***	***	-
Implementation of Fair Trade Practices in Peruvian Artisanal Organizations: Analysis through Case Studies	Alicia del Carmen Mariñas Tapia (Ritsumeikan Asia Pacific University)	Artisanat	Pérou	***	***	-	***	-
Assessing the Poverty Impact of Sustainability Standards	Natural Resources Institute (University of Greenwich)	Cacao, Thé	Équateur, Ghana, Inde, Kenya	***	**	-	***	-
An Evaluation of Fairtrade Impact on Smallholders and Workers in the Banana Sector in northern Colombia	Corporation for Rural Business Development (CODER)	Banane	Colombie	**	**	***	***	***
Résultats				* 3 ** 3 *** 3	* 0 ** 3 *** 5	* 0 ** 0 *** 5	* 0 ** 1 *** 6	* 0 ** 1 *** 3

ANNEXE 3 – TABLEAUX SYNTHÈSES – DIMENSION SOCIALE

Le nom de l'étude	Auteurs de l'étude	Type de produits	Pays	Développement des communautés	Augmentation de la formation	Développement social	Amélioration des conditions de travail	Interdiction du travail des enfants	Diminution de la pauvreté	Sécurité alimentaire	Réduction de l'inégalité sociale
The COSA Measuring Sustainability Report: Coffee and Cocoa in 12 Countries	Committee on Sustainability Assessment (COSA)	Café, cacao	Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Ghana, Guatemala, Indonésie, Mexique, Nicaragua, Papouasie Nouvelle-Guinée, Pérou, Tanzanie, Viet Nam	***	***	***	***	**	**	**	*
Fairtrade Impact Study	Center for Evaluation (CEval) (Saarland University)	Banane, cacao, café, coton, fleur, thé	Ghana, Inde, Kenya, Pérou	***	***	-	***	*	*	**	**
Coffee cooperatives and Fairtrade certification: a case study in Burundi	Margot Vandorpe (Gent University)	Café	Burundi	***	***	-	***	**	*	-	-
Fairtrade, Employment, Poverty Reduction in Ethiopia and Uganda	The Fair Trade, Employment and Poverty Reduction Project (School of Oriental and African studies)	Café, fleur, thé	Éthiopie, Ouganda	-	-	-	*	*	**	-	*
Pro-poor certification: Assessing the benefits of sustainability certification for small-scale farmers in Asia	Emma Blackmore, James Keeley, Rhiannon Pyburn, Ellen Mangus, Lu Chen, Qiao Yuhui (International Institute for Environment and Development)	Café, coton, thé	Chine, Indonésie, Viet-Nam	***	-	-	-	-	*	-	-
Fair Trade and Justice: A Case Study of Fair Trade and its Effect on the Freedom of Bolivia's Indigenous Women	Tamara Stenn (SIT Graduate Institute)	Vêtements en laine d'alpaga	Bolivie	***	***	***	**	-	**	-	**
Implementation of Fair Trade Practices in Peruvian Artisanal Organizations: Analysis through Case Studies	Alicia del Carmen Mariñas Tapia (Ritsumeikan Asia Pacific University)	Artisanat	Pérou	***	***	***	*	***	*	-	**
Assessing the Poverty Impact of Sustainability Standards	Natural Resources Institute (University of Greenwich)	Cacao, Thé	Équateur, Ghana, Inde, Kenya	***	***	***	**	**	*	**	*
An Evaluation of Fairtrade Impact on Smallholders and Workers in the Banana Sector in northern Colombia	Corporation for Rural Business Development (CODER)	Banane	Colombie	***	***	***	***	-	*	**	*

Résultats

*0 *0 *0 *2 *2 *6
 **0 **0 **0 **2 **3 **3
 ***8 ***7 ***5 ***4 ***1 ***0

ANNEXE 4 – TABLEAUX SYNTHÈSES – DIMENSION ENVIRONNEMENTALE

Le nom de l'étude	Auteurs de l'étude	Type de produits	Pays	Biodiversité	Protection des sols et de l'eau	Protection des forêts et reforestation	Respect des normes sanitaires environnementales
The COSA Measuring Sustainability Report: Coffee and Cocoa in 12 Countries	Committee on Sustainability Assessment (COSA)	Café, cacao	Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Ghana, Guatemala, Indonésie, Mexique, Nicaragua, Papouasie Nouvelle-Guinée, Pérou, Tanzanie, Viet Nam	***	***	**	-
Fairtrade Impact Study	Center for Evaluation (CEval) (Saarland University)	Banane, cacao café, coton, fleur, thé	Ghana, Inde, Kenya, Pérou	**	***	**	**
Coffee cooperatives and Fairtrade certification: a case study in Burundi	Margot Vandorpe (Gent University)	Café	Burundi	-	***	-	***
Pro-poor certification: Assessing the benefits of sustainability certification for small-scale farmers in Asia	Emma Blackmore, James Keeley, Rhiannon Pyburn, Ellen Mangus, Lu Chen, Qiao Yuhui (International Institute for Environment and Development)	Café, coton, thé	Chine, Indonésie, Viet-Nam	***	***	-	-
Assessing the Poverty Impact of Sustainability Standards	Natural Resources Institute (University of Greenwich)		Équateur, Ghana, Inde, Kenya	***	***	**	***
An Evaluation of Fairtrade Impact on Smallholders and Workers in the Banana Sector in northern Colombia	Corporation for Rural Business Development (CODER)	Banane	Colombie	**	***	**	**

Résultat

* 0	* 0	* 0	* 0
** 2	** 0	** 4	** 2
*** 3	*** 6	*** 0	*** 2

ANNEXE 5 – LABELS

Labels concernés par l'étude du COSA

Organisation et label	Lancement	Pays	Secteur	Objectifs et activités
IFOAM	1972 Société civile	116	Alimentation et agriculture	Développement, promotion de standards globaux et d'une assurance qualité pour une production biologique. Défense d'un changement environnemental et social, formation des producteurs. Accréditation et vérification d'organismes certificateurs.
RA/SAN	1987 Société civile	43	Alimentation et agriculture	SAN : développement de standards promouvant une agriculture soutenable pour l'environnement et la société. RA gère la certification et le marketing de la production.
Fairtrade	1997 Société civile	120	Alimentation et agriculture	Coordination à une échelle internationale des organismes nationaux développant les standards Fairtrade. Objectif de réduction de la pauvreté en garantissant aux producteurs un prix minimum d'achat fixe et une prime « équitable » pour le développement de leur communauté et l'investissement dans l'appareil productif.
UTZ Certified	2002 Producteurs et secteur privé	33	Alimentation et agriculture	Promotion d'une agriculture durable mondiale par le développement de standards, le service de certification et le marketing des produits.
4C Association	2006 Secteur privé et public	22	Café	Aide aux producteurs par une démarche pas à pas de changement du processus de production dans le but de pouvoir se conformer par la suite à des standards plus élevés. Obj : Identifier plus facilement les organisations de productions en démarche de progrès par les acheteurs et transformateurs.
Nespresso AAA	2003 Secteur privé	8	Café	Garantir les futurs approvisionnements en café de qualité supérieure, tout en assurant aux cultivateurs des revenus plus importants et en protégeant l'environnement.
Starbucks C.A.F.E Practice	2004 Secteur privé		Café	S'assurer la qualité du café tout en respectant des standards économiques, sociaux et environnementaux

Potts, Jason, M. Lynch, A. Wilkings, G. A. Huppé, M. Cunningham, V. Voora (Institut international du développement durable), «The State of Sustainability Initiatives Review 2014: Standards and the Green Economy», mars 2014.

ANNEXE 6- TABLEAU DES PERSONNES CONSULTÉES

Nom	Titre	Organisation
Julie Francoeur	Manager régional en Argentine, dans les Caraïbes anglophones et en Haïti	Faitrade international
Nathalie Rodrigue Lisa Zentner	Coordonnatrice en marketing Directrice du marketing et des communications	Fairtrade Canada
Éric St-Pierre	Coprésident	Association québécoise du commerce équitable
Catherine Caron	Agente de Mobilisation	Magasin du Monde, Oxfam-Québec
Jennie Coleman	Présidente	Equifruit
Jeff Moore	Cofondateur	Just Us! Coffee Roasters Co-op
Martin Van Den Borre	Directeur de la production et de la logistique	La Siembra
Marise May	Directrice des opérations	Produits Ayurvédiques Sahana
James Solkin Dario Lezzoni	Directeur du développement des affaires. Directeur du marketing et des ventes	Santropol

ANNEXE 7 – TABLEAUX COMPARATIFS DES CERTIFICATIONS DE L’INSTITUT INTERNATIONAL DU DEVELOPPEMENT DURABLE

TABLE 3.13 AVERAGE COVERAGE OF SSI ECONOMIC INDICES BY SINGLE-SECTOR AND MULTISECTOR INITIATIVES.

	Minimum wage	Living wage	Product quality requirements	Price premium	Written contracts between buyers and sellers	Total average
Single-sector	69%	27%	13%	0%	7%	23%
RSPO	100%	100%	0%	0%	80%	56%
ETP	100%	100%	0%	0%	0%	40%
RTRS	100%	100%	0%	0%	0%	40%
Bonsucro	100%	0%	80%	0%	0%	36%
CmiA	60%	0%	60%	0%	0%	24%
RSB	100%	0%	0%	0%	0%	20%
ProTerra	100%	0%	0%	0%	0%	20%
BCI	60%	0%	0%	0%	0%	12%
4C Association	40%	0%	0%	0%	0%	8%
FSC	0%	0%	0%	0%	0%	0%
PEFC	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Multisector	84%	32%	20%	40%	20%	39%
Fairtrade	100%	40%	0%	100%	100%	68%
IFOAM	100%	100%	100%	0%	0%	60%
UTZ	100%	0%	0%	100%	0%	40%
SAN/RA	100%	0%	0%	0%	0%	20%
GLOBALG.A.P.	20%	20%	0%	0%	0%	8%

ANNEXE 8 – TABLEAUX COMPARATIFS DES CERTIFICATIONS DE L’INSTITUT INTERNATIONAL DU DEVELOPPEMENT DURABLE

TABLE 3.11 AVERAGE COVERAGE OF SSI SOCIAL INDICES BY SINGLE-SECTOR AND MULTISECTOR INITIATIVES.

	Labour rights	Health and safety	Employment conditions	Community involvement	Human rights	Gender	Employment benefits	Humane treatment of animals	Total average
Single-sector	91%	58%	48%	60%	27%	19%	21%	NA	40%
RTRS	100%	80%	92%	80%	67%	67%	50%	NA	76%
RSB	100%	83%	80%	100%	100%	67%	0%	NA	76%
ProTerra	83%	50%	76%	90%	27%	0%	80%	NA	58%
RSPO	97%	87%	36%	90%	0%	7%	40%	NA	51%
ETP	89%	87%	44%	0%	20%	40%	60%	NA	48%
FSC	100%	50%	0%	100%	0%	0%	0%	NA	36%
PEFC	100%	50%	0%	100%	0%	0%	0%	NA	36%
4C Association	83%	37%	40%	0%	47%	27%	0%	NA	33%
CmiA	60%	30%	48%	50%	40%	0%	0%	NA	33%
Bonsucro	100%	40%	32%	50%	0%	0%	0%	NA	32%
BCI	94%	47%	76%	0%	0%	0%	0%	NA	31%
Multisector	79%	85%	73%	18%	59%	49%	38%	60%	61%
SAN/RA	100%	80%	80%	90%	80%	53%	90%	100%	84%
Fairtrade	91%	100%	100%	0%	67%	73%	80%	NA	73%
UTZ	100%	93%	84%	0%	93%	33%	0%	NA	58%
IFOAM	88%	53%	80%	0%	20%	67%	0%	100%	51%
GLOBALG.A.P.	20%	100%	20%	0%	33%	20%	20%	100%	39%

ANNEXE 9 – TABLEAUX COMPARATIFS DES CERTIFICATIONS DE L’INSTITUT INTERNATIONAL DU DEVELOPPEMENT DURABLE

TABLE 3.12. AVERAGE COVERAGE OF SSI ENVIRONMENTAL INDICES BY SINGLE-SECTOR AND MULTISECTOR INITIATIVES.

	Soil	Waste	Synthetic inputs	Water	GMO prohibition	Biodiversity	Energy	Greenhouse gas	Total average
Single-sector	75%	69%	58%	48%	50%	45%	28%	33%	51%
ProTerra	90%	87%	67%	80%	100%	27%	40%	67%	70%
RSB	100%	100%	40%	85%	0%	67%	50%	100%	68%
PEFC	100%	67%	67%	75%	100%	100%	0%	0%	64%
ETP	100%	100%	67%	100%	0%	33%	100%	7%	63%
FSC	100%	100%	67%	25%	100%	100%	0%	0%	61%
RTRS	100%	100%	60%	45%	0%	67%	0%	60%	54%
RSPO	40%	87%	60%	30%	NA	33%	40%	67%	51%
Bonsucro	90%	53%	0%	20%	0%	33%	40%	60%	37%
4C Association	20%	27%	47%	30%	100%	13%	40%	0%	35%
CmiA	30%	20%	67%	15%	100%	0%	0%	0%	29%
BCI	60%	20%	100%	25%	0%	20%	0%	0%	28%
Multisector	84%	69%	68%	83%	60%	68%	64%	32%	66%
IFOAM	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	67%	96%
SANRA	80%	60%	60%	70%	100%	93%	80%	47%	74%
Fairtrade	60%	53%	53%	50%	100%	60%	60%	47%	60%
GLOBALG.A.P.	100%	100%	67%	100%	0%	73%	20%	0%	58%
UTZ	80%	33%	60%	95%	0%	13%	60%	0%	43%

Source : Potts, Jason, M. Lynch, A. Wilkings, G. A. Huppé, M. Cunningham, V. Voora (Institut international du développement durable), « The State of Sustainability Initiatives Review 2014: Standards and the Green Economy », mars 2014.